

PROMÉTHÉE

Revue Mensuelle

Le Numéro { FRANCE : 3 fr.
ÉTRANGER : 5 fr.

ABONNEMENT

Un an..... 30 francs.
ÉTRANGER 50 francs.



Organe de
défense nationale
des Peuples
du

CAUCASE

Géorgie
Azerbaïdjan
Caucase du Nord

de l'UKRAINE et du TURKESTAN

Directeur : Georges GVAZAWA

SOMMAIRE

Le projet de pacte franco-soviétique.....	J. DE SOUBRAY
La propagande soviétique.....	G. G.
Les armements de l'U. R. S. S.	AZER
Le plan quinquennal, base d'armement soviétique	JAVOUZ
La question des nationalités en U. R. S. S.....	KAZI-KHAN
Le problème de l'indépendance de l'Ukraine et la France.....	LOUIS DE SAINT-ROCHE
La création d'un Etat.....	Stanislas SIEDLECKI <i>Sénateur.</i>
Lettres de Géorgie.....	N. O-LI
En Azerbaïdjan.....	
Réunions Prométhée.	***
Revue de la presse	***

CHRONIQUE

Azerbaïdjan — Caucase du Nord — Ukraine — Géorgie.

DIRECTION & ADMINISTRATION :

4, Villa Malakof — PARIS (16°)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

LE PROJET DE PACTE FRANCO-SOVIÉTIQUE

Les idées les plus simples, les plus claires, les plus logiques, sont toujours celles qui ont le plus de mal à se frayer un chemin; et la vérité va d'un pas aussi lourd à l'époque des avions et des bolides à moteur qu'au temps des carrosses dorés et des chars mérovingiens. C'est là un truisme maintes fois observé qui doit nous inciter à quelque modération et modestie quand on fait l'éloge de notre temps et l'inventaire des progrès humains. La morale et la technique ne marchent pas de pair, tant s'en faut; quant à la politique, elle va d'un rythme plus lent encore que la justice dite immanente; et pour essayer de percer les brumes de l'avenir, elle néglige de plus en plus d'éclairer son fanal à la flamme souvent aveuglante d'un passé très récent.

Ces réflexions viennent à l'esprit en lisant le projet de pacte franco-soviétique que Moscou offre comme un nouvel appât tentateur aux industriels et commerçants en mal de commandes et d'ouvrage pour leurs chômeurs.

Depuis l'histoire des dettes jusqu'à l'accord conclu avec les Etats caucasiens et violés six semaines plus tard, en passant par la série innombrable des traités passés par les maîtres actuels du Kremlin, l'antienne est la même : les Soviets enfrennent tout engagement conclu avec un groupe ou Etat étranger quelconque, dès qu'ils en ont retiré le bénéfice escompté, et que le salut de l'« Idée » paraît y trouver son compte.

C'est là une tactique si claire qu'elle ne semble pas nécessiter de longs commentaires et de copieux développements; et pourtant, chacun s'y laisse prendre. Il suffit aux bolcheviks de faire scintiller à nouveau le miroir de leurs promesses pour qu'aussitôt accourent, de tous les points de l'horizon, les imprudentes allouettes des chancelleries occidentales; les blessées ne sont pas les dernières à venir à tire d'ailes voltiger autour de l'engin perfide, dès que l'écho du dernier coup de feu s'est évanoui dans les plaines infinies du pays sarmate.

Ainsi Moscou, sur le point de périr financièrement, continue-t-il à être régulièrement sauvé, depuis douze ans, par ceux dont il a juré la perte; il encaisse les prêts destinés à secourir sa presse « impécunieuse », à remplir les caisses de propagande, dilapidées par ses propres agents, à monter l'immense machine de guerre du plan quinquennal, sabotée par ses propres ouvriers; puis, quand vient le jour de l'échéance, il lui suffit de montrer le diable au fond de son escarcelle, pour que les prêteurs déconfits lui,

consentent de nouvelles avances, dans l'espoir de récupérer les anciens fonds.

Cette histoire doit être fort amusante, car, suivant le refrain de notre enfance, elle recommence sans cesse, l'aplomb des débiteurs n'ayant d'égal que la crédulité des créanciers; et le philosophe y verrait sujet à maintes dissertations pessimistes quant à l'avenir d'une civilisation résolue à se perdre comme ceux que Jupiter frappe de démence si, en serrant de près le texte du dernier pacte, proposé par les Soviets à notre confiance candide, on n'y discernait les indices d'un certain désarroi chez ces mêmes Soviets, et par suite pour leurs opposants un motif de se ressaisir et une raison d'espérer.

Que dit, en effet, l'article 4 : « Les deux parties contractantes s'engagent à ne créer, protéger, équiper, subventionner ou admettre sur leurs territoires ni des organisations militaires ayant pour objet la lutte armée contre l'autre partie, ni des organisations s'arrogeant le rôle de gouvernement ou de représentant de toute une partie de ses territoires. »

En ces phrases alambiquées et fumeuses comme une lampe de Somoyède, on discerne une fois de plus les secrètes appréhensions de Moscou, les vraies faiblesses de ce colosse aux pieds d'argile qui a conscience de sa fragilité et ne tient debout que grâce à l'inertie et la division de ses adversaires. Obsédé par l'idée d'une réaction possible, malgré ses phalanges rouges et son matériel de guerre, il tressaille au moindre cliquetis d'armes à ses frontières d'Europe ou d'Asie, comme on a pu le voir récemment encore. Au cours de l'avance des troupes nippones dans l'Heilung-Kiang et sur l'Est chinois, il donne, à chaque instant, des signes d'une agitation extraordinaire, adressant notes sur notes à Tokio, au sujet de prétendus rassemblements de Russes blancs à Moukden et Kharbine; appréhendant de voir Semenov déclencher la contre-révolution en Orient, comme il appréhendait de voir Koutiepoïf déclencher la contre-révolution en Occident.

Cette crainte malade de la contre-révolution, de l'invasion, l'obsède comme le spectre de Duncan obsédait Macbeth. Elle lui a dicté le paragraphe relatif aux organisations militaires à l'étranger; formations dont il se plaît, dans sa presse, à railler l'impuissance, mais dont il redoute au fond l'influence morale et la force de propagande. Mais ce genre d'appréhensions, paraît secondaire comparé à celles que décèle le reste de l'article relatif aux gouvernements constitués, à l'étranger, par les peuples de l'Ukraine, du Caucase et du Turkestan.

Ces éléments politiques sont, en effet, expressément visés dans le texte; plus encore que les Cosaques de Semenov et les associations d'officiers blancs, ils constituent pour Moscou un sujet de préoccupation, et déterminent son attitude tour à tour embarrassée et belliqueuse, ses accès de don quichottisme mal assuré, ses rotomontades de presse où, en d'innombrables articles il est question de l'encerclement du pays du prolétariat par les nations capitalistes, et des dangers de guerre en U.R.S.S.

La raison de ce nervosisme ? Il est superflu de le répéter : la certitude qu'en cas de conflit avec une grande Puissance militaire, 80 millions d'alloènes sur les 160 millions qui composent, d'après M. Litvinoff, la population du territoire de l'Union, se lèveront comme un seul homme, non pour défendre les étendards de la Faucille et du Marteau mais pour rallier leurs propres bannières, et conquérir enfin le droit que devraient avoir de nos jours tout peuple civilisé, d'être libre, de s'administrer à sa guise et de se gouverner comme il l'entend.

Il y a quelque réconfort pour les tenants de ces idées, pour les proscrits et exilés qui depuis douze ans vivent à l'étranger au milieu de tribulations indicibles, de savoir leurs maîtres et tyrans inquiets et troublés de leur activité, au point de demander diplomatiquement contre eux des mesures de rigueur et la suppression du droit d'asile. Dans la nuit de leurs épreuves, c'est pour eux un nouveau et timide rayon d'espoir, d'observer le résultat de leurs efforts, les traces de leurs coups sur la cible adverse, de penser que le Kremlin, au milieu d'une Europe indifférente, connaît les progrès constants de leurs thèses et l'avenir certain qu'elles incarnent.

En jetant un regard en arrière, vingt ans à peine, ils constatent que leur histoire est toute pareille à celle de ces Tchéco-Slovaques, Yougo-Slaves, Polonais, Finlandais, Lettons, etc., qui luttèrent pour leur émancipation, au milieu de l'inattention générale, et qui aujourd'hui, par l'effet d'une évolution fatale aux yeux de tout homme doué de raison, ont acquis le droit à constituer des Etats indépendants. Avant-guerre, les chefs de ces gouvernements, nés de la dislocation de la Russie et de l'Autriche, vivaient la vie humble mais ensoleillée de la même foi que les émigrés d'aujourd'hui; comme eux, ils groupaient leurs espoirs, à l'exemple de tant de leurs prédécesseurs sur les rives de la Seine, confiant dans l'hospitalité d'un grand pays, aussi accueillant sous son régime démocratique que naguère sous ses régimes anciens, mais peut-être aussi moins prompt à porter aide et secours aux petites nations qu'aux XVIII^e et XIX^e siècles.

Sans vergogne, les maîtres actuels du Kremlin s'adressent à la terre classique des libertés, à celle qui encouragea Franklin et les Philhellènes, les Carbonaris et les Garibaldiens, ils lui adressent une demande que n'eussent pas osé formuler jadis les gouvernements impériaux du tsar et de François-Joseph : celle de chasser de son toit les hôtes auxquels elle donne asile.

Il y a là un exemple curieux d'audace diplomatique, qui n'a provoqué jusqu'ici que des réactions timides dans la presse.

Faut-il y voir une preuve que l'enthousiasme va « decrescendo » pour les idées de liberté ? qu'on est moins généreux, moins prompt à s'apitoyer sur le sort des opprimés qu'au temps de Byron et de Missolonghi; que l'inertie des actes correspond aux progrès du verbalisme ?

Il y a dans cette attitude indifférente, dans ce silence qui enveloppe les efforts des humbles, un défaut imputable en grande partie aux revues, journaux et magazines : ni les uns, ni les autres n'aiment à ouvrir leurs colonnes aux revendications, aux appels et aux souffrances des jeunes peuples; les mêmes qui aujourd'hui s'occupent de la Pologne, de la Tchéco-Slovaquie, de la Yougo-Slavie, qui en de longs articles s'étendent sur la politique de ces Etats, les faits et gestes de leurs dirigeants, ne leur eussent pas volontiers, avant leur naissance, consacré quelques lignes, et le problème ethnique qui conditionne en réalité tout l'avenir de l'Europe demeure pour eux secondaire. On se penchera très probablement bientôt sur le sort de l'Ukraine, du Caucase et du Turkestan : de doctes écrivains étudieront leur situation dans le monde et procéderont à des interviews de leurs chefs aujourd'hui inconnus dans les modestes demeures du quartier latin, mais il est à craindre, comme en 1914, que la résurrection de nouveaux Etats ne soit le résultat d'une catastrophe qu'un peu plus de sens politique permettrait d'éviter.

L'actualité ! Guettant du regard les désirs de l'opinion, déesse prestigieuse et fantasque, dont ils observent les gestes comme ceux d'une vedette

adulée, les organes de presse s'intéressent à ce qui est et non à ce qui pourrait être. Ils attachent leur barque à ce vaisseau sans gouvernail et sans voiles qui s'appelle le public, au lieu de lui servir de pilotes et de le précéder sur les routes de l'avenir; bien mieux, ils répriment les élans de cette foule qui, laissée à ses instincts, s'intéresserait peut-être avec élan aux mouvements insurrectionnels qui agitent la périphérie des territoires soviétiques comme elle s'est intéressé naguère aux efforts de George Washington et aux exploits des Faucheurs de la Mort.

Il est superflu de s'étendre sur les dangers de pareille façon d'agir, plus commerciale qu'avisée; sur les inconvénients de tenir ainsi le lecteur dans l'ignorance de ce qui se passe dans les coulisses de l'Europe en s'attachant à lui présenter les plats qu'il aime et non ceux qui lui conviennent; à abandonner aux Soviétiques le soin de guider, du mieux qu'ils peuvent, les événements, et à laisser soi-même son esquif aller au fil de l'eau, sans même observer ce qui se passe sur les rives, masquées par le brouillard des formules abstraites et des généralités creuses.

On y perd aussi bien d'autres avantages : celui de ne pas rétorquer aux maîtres actuels du Kremlin les arguments dont ils se servent pour fomenter la révolution dans la métropole et aux colonies, en montrant ce qui se passe dans leurs Riffs du Caucase et du Turkestan où l'insurrection continue acharnée et sanglante. dans cette Ukraine où la résistance paysanne aux mesures dictatoriales et aux tyrannies des Sovkhoses persiste sous forme de sabotage et de grève perlée; on y perd aussi de se voir offrir avec aplomb la renonciation aux traditions les plus chères d'un peuple qui, en accueillant toujours officiellement le représentant autorisé de la Géorgie indépendante, évoque la générosité du Grand Seigneur, laissant toujours libre après le démembrement de 1792, le fauteuil jadis occupé pendant les réceptions du corps diplomatique, par M. l'Ambassadeur de Pologne, et s'informant à chaque audience auprès des vizirs si sa venue était prochaine.

J. DE SOUBRAY.

Prométhée N° 63.
mai 1932

LA PROPAGANDE SOVIÉTIQUE

Au moment où s'ouvre, à Genève, la Conférence Internationale du Désarmement, il n'est pas sans intérêt de jeter un coup d'œil rapide sur la propagande que mène dans le monde entier le célèbre Komintern. M. Litvinov jurera naturellement ses grands dieux, avec accompagnement de signes de croix orthodoxe, que le Komintern n'a rien de commun avec sa haute mission à Genève et que le Gouvernement soviétique qu'il a l'honneur de représenter n'a rien à voir avec cette institution révolutionnaire. Il fera même mine de s'étonner de l'ignorance générale dont on fait preuve en Europe en ce qui concerne le régime soviétique et ses institutions libres.

C'est en effet la thèse du Gouvernement de Moscou. Il a toujours prétendu au cours de ces négociations internationales être absolument étranger à toute propagande subversive qui serait imputable exclusivement au Komintern, organisation privée et absolument libre d'agir comme elle l'entend.

Nous n'avons pas besoin d'insister sur la fausseté de cette allégation mensongère.

Nous savons que le Komintern, autrement dit l'Internationale Communiste, a été fondé par Lénine après avoir remporté la victoire et s'être emparé, avec son parti, de tout un empire. Cette victoire étant considérée comme une étape dans la conquête du monde, tâche que le parti communiste (bolchevik) s'était assignée comme but suprême, il était nécessaire de créer une organisation d'une portée mondiale afin de prendre la tête du mouvement révolutionnaire dans le monde et de lui imprimer sa propre volonté.

Ayant le siège à Moscou, créée, organisée, subventionnée et dirigée par le parti communiste russe, maître de la Russie, l'Internationale Communiste se trouve sous l'entière dépendance du gouvernement soviétique ou, inversement, c'est le gouvernement soviétique qui est entièrement soumis à l'Internationale Communiste, car l'un et l'autre ne sont que l'image d'une seule et même organisation, celle du parti bolchevik russe.

C'est cette formidable organisation qui étend ses tentacules sur le monde entier.

Elle a son Comité exécutif, ses bureaux, ses départements, sections et sous-sections correspondant aux zones, secteurs et sous-secteurs dont le monde est divisé pour la commodité de la propagande. Un travail formidable s'y accomplit. Des renseignements de toute sorte arrivent là, renseignements sur la situation politique, économique et sociale provenant de toutes les parties du monde. Minutieusement étudiés, ils y sont classés, coordonnés; là s'élaborent les méthodes de lutte, les directives à suivre, les actes à accomplir, les ordres du jour à lancer, les mouvements à déclencher suivant le moment, le caractère du pays et la conjoncture générale. Tout ce travail infiniment varié est animé, dominé et poussé en avant par une seule volonté, ferme et inflexible, obstinément orientée vers le bouleversement de l'ordre national et social, établi dans le monde.

Le Comité exécutif du Komintern est abondamment muni de tous les moyens d'action. Il a à sa disposition toutes les ressources d'un empire « sans limites » avec tous les appareils gouvernementaux : chemins de fer, avions, postes, télégraphes, radios... et un personnel trié, instruit et spécialement préparé pour la propagande dans les écoles supérieures de Moscou, de Tachkent et de Kiev. De jeunes gens, Russes et non-Russes, choisis de préférence parmi les Hindous, les Annamites, les Chinois, les Nègres, reçoivent dans ces écoles une instruction et une éducation appropriées, et le moment venu, porteurs de l'évangile léniniste, munis d'argent et de faux documents, ils sont lancés vers leurs pays respectifs pour y porter le mot d'ordre, créer des cellules, organiser des réunions et faire miroiter la possibilité d'un paradis terrestre devant les yeux d'une foule inculte, toujours impatiente d'en forcer la serrure.

Cette activité fiévreuse donne à la « ville sainte » de la Moscovie le caractère d'un volcan à jet ininterrompu de rayons rouges. L'horizon s'empourpre de cette couleur et des millions d'hommes de toute race et de toute religion tournent les yeux vers cette Mecque nouvelle, les uns par curiosité ou dilettantisme, les autres dans l'espoir d'en tirer quelque profit, d'autres encore en vertu d'une foi mystique en la prédilection messianique de la pègre internationale qui campe au Kremlin.

Il faut tout de même donner cette justice aux bolcheviks, qu'ils sont experts dans leur métier. Ils savent trouver le terrain d'action favorable,

discerner le point faible de l'esprit ou de la sensibilité pour y concentrer le feu de la propagande, attiser le mécontentement, exciter la révolte et créer ainsi une large voie à un mouvement révolutionnaire qu'ils ne perdent jamais de vue. En Asie, par exemple, et dans les colonies, c'est le sentiment patriotique qu'ils s'efforcent d'éveiller, de le porter au paroxysme, sentiment qu'ils étouffent sans vergogne et par tous les moyens en Géorgie ou en Azerbaïdjan. L'Hindou, l'Annamite ou le Chinois ignore naturellement les crimes et les méfaits perpétrés par l'invasion soviétique dans ces pays, mais ils s'enflamment facilement à la pensée de « l'affranchissement » de leurs patries de l'emprise politique et économique des puissances dites capitalistes. Les Soviets se moquent naturellement de cet « affranchissement » mais ils arrivent sûrement à prendre à revers ces puissances, à ruiner le marché asiatique et à paralyser l'activité commerciale et industrielle de l'Europe.

Voici un exemple de cette propagande telle que nous la trouvons dans un programme élaboré par le Komintern à destination du parti communiste de l'Inde :

« L'indépendance doit être acquise par le renversement, à main armée, de l'autorité britannique, par la répudiation de toutes les dettes, par la nationalisation de toutes les entreprises britanniques : banques, chemins de fer, navigation fluviale et maritime, culture et irrigation; le régime soviétique devra être établi, avec le droit à l'indépendance et même à la séparation pour les minorités nationales, des principautés indigènes et la fondation d'une république fédérative ouvrière-paysanne dans l'Inde. »

Chaque mot de cette citation dévoile tout un programme d'action et toutes les visées impérialistes de la Russie nouvelle. La Chine, l'Indochine, la Mongolie, l'Afghanistan, même la Perse et la Syrie, sans oublier les possessions françaises et italiennes en Afrique du Nord, sont inondées de proclamations pareilles ou analogues. Les Nègres même, les peuplades primitives et sauvages, sont remués et poussés à l'assaut de l'Europe dont la suprématie morale et intellectuelle barre encore la route aux ambitions morbides ou ataviques de Moscou.

En Europe la propagande soviétique prend un autre aspect tout en restant fidèle au programme révolutionnaire du Komintern. Les nations européennes sont libres, par conséquent le sentiment patriotique n'y est plus de mise. Il en est même un obstacle qu'il faut détruire à tout prix, car la classe ouvrière, la classe opprimée et exploitée d'après la conception soviétique, n'a pas de patrie. La seule patrie c'est la Moscovie, patrie prolétarienne unique dans le monde qu'il faut défendre par tous les moyens légaux et illégaux. C'est là que la première armée du prolétariat remporta une victoire décisive, c'est là qu'elle détruisit l'ennemi de classe et se mit à l'œuvre « grandiose » d'édification socialiste. Tout y marche à merveille : les ouvriers sont heureux, la production abonde, on respire déjà l'air du paradis... mais les méchants bourgeois des pays capitalistes s'efforcent de créer toute sorte de difficultés pour empêcher d'arriver au but suprême si proche pourtant, si évident, si accessible.

On voit le ton de la propagande poursuivie en Europe. Bruit et tapage entrent toujours dans la tactique bolcheviste, ici plus particulièrement. Il s'agit pour eux de créer une légende de la Russie nouvelle, de glorifier tout ce qui se passe dans ce pays mystérieux et de le présenter comme

l'avant-garde dans la lutte déchaînée pour une rénovation du monde. Et la glorification se poursuit en vers, en prose, dans des discours radiodiffusés et dans de muets et sonores cinémas. Les truquages photographiques sont ingénieux : « des nudistes costauds représentent la joie de vivre, les tramways concentrés au bon endroit témoignent de l'intensité de la circulation, un bébé déposé à terre avec une bonne tartine proclame l'heureux sort de l'enfance abandonnée et ainsi de suite ». Que dire de ces Géants de l'industrie qui se dressent, majestueux, dans l'horizon et de ces héros du Plan quinquennal qui, avec leurs muscles herculéens et leur regard hardi, apparaissent si fiers et si pleins de foi dans la victoire finale ? Toutes ces images mensongères et ces discours enflammés laissent une impression ineffaçable et créent un courant de sympathie en faveur de la Russie soviétique soi-disant encerclée et menacée d'intervention par les Etats capitalistes. On voit déjà comment, par quel procédé de propagande, on arrive à tracer le devoir sacré pour un communiste « digne de ce nom ».

Le devoir d'un communiste ? N'a-t-il pas été défini par Lénine lui-même ? Il faut détruire l'Etat lui-même, cet instrument de domination et d'exploitation de la classe ouvrière, il faut détruire l'impérialisme capitaliste et empêcher ainsi toute velléité d'intervention dans les affaires intérieures de la Russie soviétique. La meilleure façon d'agir c'est d'attaquer tous les rouages de l'Etat, toutes les armatures de la vie nationale et sociale : prêcher la désobéissance dans l'armée, la révolte dans la flotte, la grève dans les usines et répandre le poison dissolvant jusque dans les écoles. Le travail est ardu, mais il est mené avec méthode et ténacité par les organisations politiques du parti communiste dans chaque Etat, qui, en apparence, sont autonomes et indépendantes mais en réalité soumises aux directives de Moscou.

Nous n'avons pas l'intention de décrire ici la puissante activité du parti communiste en Europe, mais il est impossible de passer sous silence le rôle que jouent les ambassades soviétiques dans le développement de cette activité. L'Etat soviétique ayant deux faces distinctes, l'une gouvernementale, l'autre révolutionnaire, il va de soi que sa représentation diplomatique ne saurait jamais échapper à l'emprise du Komintern.

Couverts par l'immunité diplomatique, les agents du Komintern jouissent d'une grande facilité de déplacement et de transport. Leurs valises bourrées de choses le moins diplomatiques, passent librement les frontières et apportent les plans d'action, les directives, les instructions et les fonds destinés à alimenter les organisations révolutionnaires locales. Il n'est pas jusqu'aux missions commerciales qui n'abusent de leurs fonctions et du privilège de l'immunité diplomatique, lorsqu'elles le possèdent, pour servir, en liaison avec les ambassades, de centre d'organisation révolutionnaire. Le premier ministre britannique, M. Baldwin, déclarait à la Chambre des Communes, le 12 mai 1927 : « Aucune différenciation n'est faite entre les locaux et les tâches des membres de la délégation commerciale russe et des employés de l'Arcos, les deux organismes s'occupant l'un et l'autre d'espionnage anti-britannique et de propagande. »

Ainsi apparaît ce réseau formidable qui couvre le monde entier. Le nœud central se trouve à Moscou. C'est le Komintern. Il est directement et *légalement* relié avec toutes les capitales du monde par les ambassades ou missions diplomatiques des Soviets. Elles servent d'intermédiaire entre Moscou et le pays où elles sont accréditées. Elles gardent naturellement toute apparence de calme et de dignité, mais n'en mènent pas moins un

travail fiévreux, camouflé et sournois, conformément aux ordres de Moscou, que l'on peut ainsi préciser : propagande active par voie de meetings, campagne de presse, secours moral et matériel aux militants, secours politique et même juridique à tous ceux qui sont traduits devant le tribunal pour participation à la campagne d'agitation, etc... Le résultat de ce travail se manifeste un peu partout.

Le leitmotiv de la propagande reste invariable : la défense de l'U.R.S.S., de cette patrie prolétarienne où l'on ne connaît « ni crise ni chômage » et où tout le monde serait heureux... Il faut vraiment admirer les Soviets pour avoir ainsi posé la question. On ne parle plus de l'invasion de l'armée rouge en Ukraine et au Caucase, du servage établi dans ces pays, du brigandage et de la spoliation dont ils furent victimes, ni de la richesse incalculable saisie par la force et effrontément utilisée maintenant pour le bouleversement général. Non. On parle de la défense de l'Union soviétique pour couvrir l'impérialisme russe; on fait miroiter le bonheur futur pour faire oublier les larmes et le sang des peuples qui luttent les armes à la main contre les envahisseurs moscovites. On en parle pourtant : dans la presse, dans les meetings, à la Chambre des députés, au Sénat et même du haut de la tribune de la Société des Nations.

M. Litvinov restera naturellement à la hauteur de sa tâche à Genève; il ne manquera pas de faire une fois de plus une propagande éblouissante. Il parlera de la nécessité du désarmement « intégral et simultané » et essaiera de mettre en relief « l'esprit pacifique des Soviets ». Quant aux peuples du Caucase ou de l'Ukraine et du Turkestan, ils peuvent attendre... et continuer à se débattre dans les griffes de l'impérialisme russe.

G. G.

LES ARMEMENTS DE L'U. R. S. S.

Tout en dénonçant dans la presse les préparatifs et les armements des Etats capitalistes du monde entier, et en proclamant qu'eux seuls sont de vrais artisans de la paix et du désarmement intégral, les bolcheviks russes à l'intérieur de l'U.R.S.S. font des préparatifs militaires dont l'intensité dépasse de beaucoup ceux de n'importe quel pays capitaliste. Cette militarisation de l'U.R.S.S. est menée par les dirigeants de Moscou avec un plan conçu d'avance, bien détaillé, et dont l'exécution minutieuse prouve que les bolcheviks préparent une guerre à brève échéance.

En étudiant de plus près ce plan militaire on remarque que rien n'y est oublié, ni négligé; les facteurs d'ordre psychologique sont utilisés avec autant de soin que les facteurs d'ordre matériel : fabrication d'armes et entraînement des cadres.

Les dirigeants de l'U.R.S.S. se rendent pleinement compte de l'importance primordiale des facteurs psychologiques, dans la nécessité de créer une ambiance appropriée pour inculquer l'esprit du militarisme dans le pays; pour atteindre ce but, on a recours à tous les moyens, aux parades militaires, notamment, où l'Armée Rouge et d'innombrables détachements de volontaires « Komsomols » (jeunesse communiste) de pionniers, de sections d'Ossoviachim (Société militarisée de concours aux industries

chimiques et aériennes) défilent à chaque occasion, suivis de tanks, d'autos blindées, de canons, que survolent des avions. Ces parades et autres manifestations de ce genre ont lieu dans toutes les villes importantes de l'U.R.S.S.

A l'occasion du 1^{er} mai, une revue militaire a eu lieu dans toutes les villes de l'Union; le défilé de l'Armée à Moscou dura six heures, à Léninegrad cinq heures. A signaler un ordre du jour destiné à l'armée du Caucase, dans lequel le Commissaire à la Guerre Vorochilov dit : « Ce 1^{er} mai de l'année 1931, l'armée de la révolution prolétarienne mondiale se présente renforcée d'une façon considérable. L'U.R.S.S., ce puissant soutien de la révolution mondiale, achève sa construction socialiste... Autour de l'Etat prolétarien soviétique, objet des sympathies des travailleurs du monde entier, les combattants de la révolution se serrent en rangs pressés afin de préparer l'attaque décisive contre le capitalisme. Les forces de la révolution s'accroissent tous les jours et la ruine inévitable du système capitaliste est prochaine. Des dizaines de millions de chômeurs, des centaines de millions de gens voués à la famine et à la mort, une crise économique aiguë, sans précédent dans l'histoire; des centaines de millions d'esclaves coloniaux dressés contre le capitalisme, pour la révolution, pour les Soviets, pour l'U.R.S.S., voilà réunies des conditions favorables pour toute une offensive ».

La propagande militariste au moyen de la presse se poursuit sans relâche. En dehors des journaux tels que *Izvestia*, *Pravda*, etc... remplis quotidiennement d'articles belliqueux, toute une presse militaire est créée. Le journal militaire *Na Strajé* est tiré à 450.000 exemplaires; il est édité sur le territoire de l'U.R.S.S. 1.200 journaux militaires et plusieurs revues; le nombre des rédacteurs de ces quotidiens atteint le chiffre de 120.000.

Parallèlement, l'organisation des « Komsomols » (jeunesse communiste) groupant environ 5.000.000 d'adhérents, poursuit une tâche de propagande et d'entraînement militaire. Tous les membres du « Komsomol » sont armés et sont obligés de passer périodiquement une instruction militaire pour pouvoir former une armée spéciale. Dans toutes les écoles supérieures ainsi que dans les classes supérieures des établissements secondaires, l'instruction militaire est obligatoire, et est confiée à des officiers et sous-officiers expressément désignés dans ce but.

Un autre organisme très puissant : l'« Ossoviachim » dont le nombre d'adhérents dépasse 20 millions, s'occupe intensivement des préparatifs militaires. Des souscriptions innombrables pour la fabrication du matériel de guerre, particulièrement des gaz asphyxiants et des avions, ont été organisées par cette association. De grands laboratoires destinés à l'utilisation des gaz et autres produits chimiques, pour les besoins de la guerre, sont aménagés. En outre l'« Ossoviachim » a entrepris la tâche de préparer militairement la population tout entière de 13 à 35 ans — hommes et femmes. Un entraînement militaire très sérieux est organisé dans des camps spéciaux. Les innombrables tirs, salles de conférence, bibliothèques, ambulances, restaurants, etc... appartiennent également à l'« Ossoviachim ». Les femmes s'exercent au tir, pratiquent les sports, prennent part aux marches d'entraînement auxquelles sont soumis les hommes. Il existe une section de l'« Ossoviachim » chargée de la militarisation des femmes. Les sections féminines sont groupées en bataillons et participent aux grandes manœuvres de l'Armée Rouge.



L'armée régulière permanente du temps de paix dépasse 800.000 hommes répartis en 74 divisions.

D'après la loi sur le service militaire obligatoire du 9 août 1928, tous les « travailleurs » de 21 à 40 ans sont soumis au service militaire. Les « non travailleurs » (intellectuels, employés, etc.) sont affectés à la milice dite de l'arrière. Avant le service effectif, il existe, durant deux ans (20^e et 21^e années) une préparation militaire avant l'appel, donnée un mois par an dans les centres régionaux. Le service effectif commence à 22 ans et dure 5 ans dont une partie, 2 ans de service, dans les unités actives, soit dans l'infanterie, la cavalerie, l'artillerie, le génie, l'aéronautique, et 3 ans dans la marine. Ensuite, un congé de longue durée (2 ans pour la marine et 3 ans pour l'armée de terre) est accordé; mais pendant ce congé les hommes peuvent être convoqués pour une période d'instruction d'un mois ou deux pour les gradés.

Dans la milice, au cours de la première année, il y a une ou plusieurs périodes d'instruction (3 mois au total); les quatre autres années, les hommes doivent passer des périodes d'instruction d'une durée totale de 5 mois (pour l'infanterie et l'artillerie), de 6 mois (pour le génie et unités spéciales), et de 8 mois (pour la cavalerie).

A l'expiration du service effectif les hommes sont versés dans la réserve et y restent de 28 à 40 ans inclus et, durant ces treize années, les réservistes sont astreints à des périodes d'instruction.

Les vingt-deux classes d'âge que les Soviets pourront mettre en ligne, étant donné que le service est organisé de manière à permettre l'instruction chaque année de 870.000 hommes, dépasseront un effectif global de 17 millions d'hommes.

Tout à fait à part de l'armée régulière, il faut placer une sorte de garde prétorienne, les « Tchou » (détachements de destination spéciale), dont les effectifs sont tout spécialement composés d'hommes absolument sûrs, sur lesquels les dirigeants de Moscou et le Guépéou s'appuient chaque fois qu'il se produit des mutineries et des révoltes, soit parmi l'armée régulière, soit parmi les ouvriers et paysans.

Ainsi, l'armée régulière des Soviets atteint et même dépasse actuellement le chiffre d'un million d'hommes; mais ce serait une erreur de s'arrêter à ce chiffre, car, à côté de cette armée il ne faut pas oublier l'existence d'une autre armée organisée, tout aussi instruite, tout aussi bien préparée : c'est l'armée des « Komsomols » qui atteint pour ses effectifs actifs le nombre de 3 millions. Par conséquent, l'armée que les Soviets peuvent mettre sur pied aujourd'hui dépasse le chiffre de 4 millions d'hommes tous bien équipés, bien armés, munis d'avions, de tanks, d'artillerie et de produits chimiques, notamment de gaz asphyxiants.

L'industrie soviétique se développe de façon à pouvoir équiper et armer non seulement cette armée dépassant les 17 millions que l'appel des vingt-deux classes peut mettre sur pied, mais aussi en prévision du jour où éclatera la « lutte imminente du capitalisme et du socialisme », comme le dit Vorochilov dans l'ordre du jour précédemment cité, afin de pouvoir approvisionner en armes et en munitions tous les communistes des pays capitalistes et certains éléments des colonies où la propagande communiste dirigée par le Komintern se poursuit méthodiquement et sans relâche.

Tout en proclamant partout leur pacifisme, tout en proposant des plans de désarmement qu'ils savent d'avance inexécutables, les bolche-

viks russes, à l'intérieur du pays, préparent la guerre avec intensité. Ils la préparent aussi bien moralement, en surchauffant l'esprit militariste en Union soviétique, que matériellement en instruisant les cadres et en fabriquant toutes sortes d'engins de destruction. L'idée dominante des bolcheviks est de transformer la Russie en camp militaire et de chercher l'occasion de réaliser les projets d'agression, pour faire triompher la révolution mondiale.

AZER.

Le plan quinquennal base d'armements soviétiques

Le principal but du plan quinquennal est d'assurer à l'armée rouge tout le matériel de guerre nécessaire. Il faut chercher dans ce fait l'importance qu'attachent les dirigeants bolcheviks au développement démesuré de certaines branches de l'industrie soviétique, telles que l'industrie lourde métallurgique, l'industrie chimique, l'industrie du naphte, etc.

L'industrie lourde est un des principaux soucis de Moscou et Staline, faisant la revue du plan quinquennal dans son discours du 28 mai 1930, déclare : « Cela signifie que nous nous sommes relevés et que nous continuons à développer la base de notre indépendance économique, c'est-à-dire de notre industrie lourde ». Un peu plus loin, dans le même discours, il conclut : « Jusqu'à présent nous avons économisé en toutes choses et nous avons quelque peu négligé l'industrie des produits manufacturés pour pouvoir porter nos efforts sur l'industrie lourde ».

Ces déclarations de Staline deviennent singulièrement significatives et importantes quand on examine d'un peu plus près les résultats de l'accroissement de cette industrie métallurgique lourde et les centres d'activité.

« Les industries métallurgiques » remarquent les *Izvestia*, « doivent pouvoir garantir la production des munitions nécessaires à la totalité des armées ». L'accroissement de l'industrie des constructions mécaniques est de 450 %, relativement à la période d'avant-guerre, et il faut considérer que toutes ces usines sont aménagées afin de pouvoir produire des munitions pour les armées dans une proportion telle, qu'en cas de guerre, les Soviets puissent non seulement approvisionner l'armée rouge, mais en distribuer également aux communistes des autres pays.

D'autre part, la fabrication des tracteurs en U.R.S.S. a pris un essor inconnu à ce jour. L'usine de Tcheliabinsk produit par an 50.000 tracteurs à chenilles de 10 tonnes et de 60 CV. L'usine de Stalingrad atteint également le chiffre de 50.000 par an. Les anciennes usines Poutilov en produisent 25.000; les usines de Kharkov, 3.000. La majeure partie, environ 80 % de ces tracteurs à chenilles sont tellement pareils aux tanks qu'on les appelle « tank type ». Du reste, les *Izvestia* font remarquer que la fabrication d'un tank et d'un tracteur a beaucoup de points de ressemblance. L'artillerie elle-même, les canons et les fusils pourraient être fabriqués avec succès dans les usines commerciales.

Quant à l'aviation, qui est appelée à jouer, en cas de guerre, un rôle important et primordial, le développement des constructions des machines volantes est considérable. L'U.R.S.S. occupe la seconde place dans le monde

par le nombre des avions. Les usines soviétiques travaillent et fabriquent en série des moteurs d'avions de 300 à 450 CV. pouvant tenir l'air durant plus de cinquante heures. Les sommes investies en 1930 dans l'aviation civile s'élèvent à deux milliards et demi de francs, et le plan quinquennal pour 1932-1933 prévoit un double rendement dans l'essor de l'aviation. Et nous ne parlons ici que de l'aviation civile ! Dans sa déclaration à la Conférence de la flotte aérienne civile en février 1930 M. Kouybuichev, vice-président du Conseil des Commissaires du Peuple, a dit : « Il faut se rappeler que le pays en général et le gouvernement en particulier fondent de grands espoirs sur le développement de la flotte aérienne civile, non seulement au point de vue de son rôle dans l'économie du pays, mais en tant qu'élément de défense en cas d'opérations de guerre. Les cadres des futurs combattants de la grande guerre contre le capitalisme et contre le socialisme seront puisés dans les écoles de l'aviation civile. »

On voit d'après cette déclaration que le but principal de toute cette organisation aérienne « civile » est purement militaire.

Une ampleur fantastique est donnée aux produits chimiques ; les capitaux investis dans cette branche atteignent 25 milliards de francs. Si on se rappelle que, dans la guerre future, la guerre chimique aura un rôle de la plus grande importance, les chiffres cités deviennent compréhensibles et significatifs.

On se rappelle de quelle importance était dans la dernière guerre la question du pétrole et de l'essence — combustibles essentiellement nécessaires pour faire marcher les tanks, les avions et autres engins de guerre. Les dirigeants de Moscou, dans leurs préoccupations de préparatifs de guerre, n'ont point omis ce côté du problème. En effet, en ce qui concerne le pétrole, le plan quinquennal a été accompli en deux ans et demi. En 1930 la production du pétrole a été de 119.700.000 barils, dépassant de 6 millions et demi de barils le chiffre fixé par le plan quinquennal.

Si nous examinons maintenant l'organisation géographique des centres de production de l'industrie métallurgique et chimique destinés, surtout comme nous l'avons constaté, aux buts essentiellement militaires, nous pouvons aisément remarquer que l'influence des considérations d'ordre militaire a joué un rôle exclusif dans leurs emplacements. En effet, les centres les plus importants sont placés à l'intérieur du pays — éloignés de plus de trois mille kilomètres des frontières, dans des endroits déserts où il n'y avait auparavant aucune sorte d'industrie. Souvent même, pour faire marcher les usines, le combustible est amené de bien loin (de 1.500 kilomètres) — tel est le cas de Magnitogorsk. Mais des considérations purement stratégiques ont dicté ces choix. C'est dans l'Oural que se sont concentrés les principaux centres des usines : à Tcheliabinsk, Kouznetsk, Dereznikov, Karagandy, etc... Ces immenses usines, organisées pour fournir tous les engins : armes, munitions et produits chimiques à une armée de plusieurs millions d'hommes, sont placées en des lieux inaccessibles.

Ainsi les dirigeants du fameux plan quinquennal négligent, de l'aveu même de Staline, les objets de première nécessité, privent la population des choses les plus élémentaires, exportent des produits tels que le blé, laissant ainsi la population se débattre dans les affres de la famine. Ils investissent des sommes fantastiques qui se chiffrent par dizaines de milliards dans des industries purement militaires appelées à approvisionner en armes et en munitions, dans la prochaine guerre, non seulement les soldats rouges, mais à entretenir la guerre civile dans les pays capitalistes et à fournir les armes

nécessaires à certains éléments dans les colonies et pays se trouvant sous les mandats des grandes puissances. Voici du reste ce qu'écrivent à ce sujet les *Izvestia* du 4 mai 1931 :

« L'armement, les tanks, les avions, les produits chimiques de guerre, tout est fourni abondamment à l'armée par notre industrie en pleine croissance. Le peuple a constaté de ses propres yeux que ses efforts en vue de développer l'industrie n'ont pas été vains. »

YAVOUZ.

La question des nationalités en U. R. S. S.

Au début du xx^e siècle, le territoire de l'Empire russe était habité par une foule de nationalités subjuguées et annexées à la Russie par la force des armes, aussi bien du côté de l'Occident qu'en Orient.

D'après le dénombrement général de 1897, le chiffre de la population de l'Empire s'élevait à 129 millions d'âmes. Sur ce chiffre global, la population russe (grand-russienne) constituait les 41,3 %. Ce pourcentage, en réalité, a été augmenté à dessein par les fonctionnaires russes chargés du dénombrement de 1897. L'on peut considérer comme exactes les seules statistiques faites dans les pays ayant fait partie de l'ancien Empire russe et qui s'en trouvent de nos jours séparés, tels que les pays de la Baltique, la Pologne et les territoires passés à la Turquie ou à la Roumanie. L'on sait, en effet, que le gouvernement tsariste aussi bien que le gouvernement soviétique ont toujours, dans un but politique, diminué systématiquement le chiffre de la population non-russe fixée sur le territoire russe. C'est ainsi, par exemple, que dans les statistiques du dénombrement de 1921, le chiffre des habitants appartenant aux différentes républiques du Caucase a été diminué d'au moins 25 %. C'est grâce à de tels subterfuges que les statisticiens soviétiques réussirent à montrer que la proportion des Russes par rapport aux autres nationalités de l'Union soviétique était de 49 %.

Mais en admettant même cette proportion officielle qui n'est pas au profit des Grand-Russiens, elle n'en perd pas moins sa raison d'être si l'on prend en considération que l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes compte vingt républiques nationales et plus d'une quinzaine de régions autonomes parmi lesquelles d'aussi importantes unités que l'Ukraine (35 millions d'habitants), le Caucase (12 millions), le Turkestan (15 millions).

Le chiffre imposant de ces peuples asservis n'est lié à l'Etat russe que par la force des armes, bien plus aujourd'hui qu'au temps du pouvoir tsariste. Le sort de ces nationalités, obligées de vivre sous le même toit russe, est aussi triste que tragique.

Les anciens principes de gouverner les peuples subjugués, depuis longtemps condamnés par l'histoire, ont été modernisés par le gouvernement russe dans un sens beaucoup plus despotique. Ce n'est pas seulement le principe de « diviser pour régner » qui a été fidèlement et de tout temps appliqué par la Russie par rapport aux multiples nationalités qui constituaient l'empire, mais bien encore celui d'« extermination des peuples indociles ».

L'évolution du temps, grâce à laquelle il a été possible, mais avec quelle peine, d'arracher des sphères dirigeantes russes quelques rares réformes, toujours tardives, a cependant été impuissante dans la question des grands problèmes nationaux. Les uns après les autres, les tsars russes passaient à l'éternité sans que le problème des nationalités ait fait le moindre pas en avant, sans qu'une solution quelconque ne vînt rompre la chaîne qui rivait les peuples allogènes à la prison russe.

Le tsar « libérateur » et ses descendants éclairés abolissent l'esclavage et proclament l'égalité devant la loi, la liberté de culte, etc., dans le temps même où se poursuit par rapport aux peuples asservis, aux Tcherkesses notamment, une politique d'extermination physique, si bien qu'en peu de temps il ne reste plus guère que quelque cent mille hommes d'un peuple qui en comptait plus de deux millions. Nous disons bien deux millions : l'on sait, en effet, qu'un million de Tcherkesses fut exterminé sur place, soit qu'ils aient péri dans les combats ou de misère, par suite des persécutions dont ils furent l'objet et qu'un autre million, ou bien près, émigra en Turquie. Et si l'on se demande pourquoi ces malheureux Montagnards choisirent la Turquie pour leur exode, ce n'est pas qu'ils aient eu des illusions sur les difficultés qui les attendaient, mais simplement parce qu'on pouvait y vivre. Dans ces conditions, il ne pouvait être question pour les nationalités de l'Empire d'écoles allogènes nationales, de liberté de conscience, d'égalité de justice et c'est pourquoi le fossé qui séparait les peuples allogènes des Russes conquérants se creusa davantage. Il en résulta une séparation effective entre ces deux éléments aux conceptions si diverses, une vie indépendante l'une de l'autre dans l'Etat sans cesse divergente. Privés du droit de créer leur propre culture nationale, les peuples asservis n'en continuèrent pas moins à conserver jalousement leurs trésors culturels. Mission difficile s'il en fût, car les autorités russes veillaient et la moindre manifestation de vie véritablement nationale parmi les allogènes était considérée comme suspecte. Sous ce rapport, le Caucase occupait une position toute spéciale. Il suffit de rappeler que le gouvernement des tsars a de tout temps considéré le Caucase comme une unité distincte et qu'il jouissait d'une administration spéciale à la tête de laquelle se trouvait un vice-roi.

En dehors de leur passé glorieux, de la richesse de leur culture, la Russie voyait dans les peuples du Caucase un ennemi redoutable, un ennemi traditionnel, brave et irréconciliable. Le souvenir de la lutte séculaire du Caucase pour son indépendance, la lutte soutenue par les Montagnards caucasiens au cours de la dernière période, vingt-cinq années durant, ne manque pas d'impressionner surtout lorsqu'on apprend que, pour les réduire, il ne fallut pas moins d'une armée de 300.000 hommes.

L'image du héros national des guerres du Caucase, l'imam Chamyl, apparaissait longtemps encore aux yeux des Russes qui ne pouvaient oublier la lutte qu'ils durent soutenir contre lui avant que de le faire prisonnier, le 26 août 1859. Et ce n'est qu'en 1864, après l'écrasement des Montagnards tcherkesses, que la Russie put étendre sa domination sur tout le Caucase. Ce n'est donc qu'à partir de cette époque que la domination russe devient effective et que les peuples du Caucase se trouvent subjugués et plongés dans l'esclavage.

En dépit des mesures adoptées par les vainqueurs, mesures qui, nous l'avons dit, allaient jusqu'à exterminer des peuples entiers, l'énergie nationale, la foi en l'avenir ne faiblirent jamais chez les vaincus. D'un bout à l'autre de l'immense Empire russe, d'incessantes révoltes ébranlaient les

assises de l'Etat. C'est ainsi que la Russie, en guerre avec les pays étrangers, était tenue de faire en même temps la guerre à ses propres sujets.

La formidable armée russe, instrument tout puissant dans les mains des vainqueurs, campée en des lieux essentiellement importants, occupait ses loisirs à réprimer les révoltes dont le nombre fut considérable. Pour ne parler que des principales, rappelons les soulèvements de Pologne au cours des années 1794, 1830, 1846 et 1863; du Turkestan, 1756-1757, 1868, 1875, 1893, 1916; la révolte des Adæv, 1870-1871. Faut-il rappeler les soulèvements du Caucase : soulèvements des Montagnards du Nord, particulièrement sanglants au cours des années 1861, 1862, 1863, 1877 et en 1905; soulèvements restés célèbres de la Géorgie, en 1808, 1892, 1831..., de l'Azerbaïdjan, en 1905...

En dépit de ces manifestations épiques de la volonté des peuples asservis pour une vie indépendante, la plupart d'entre eux languissent encore dans le baign russe. Meurtris par une lutte inégale, abandonnés à leur propre sort en face de la puissante Russie, les peuples allogènes reprirent toutefois courage au lendemain de la déclaration de guerre de 1914. Du plus petit jusqu'au plus grand, tous étaient convaincus que la grande guerre amènerait d'importants changements à l'intérieur de l'Empire.

La révolution russe de 1917 affermit davantage cette conviction. L'Empire russe s'effondre, l'armée se disperse, les peuples se séparent d'avec la Russie et se mettent fiévreusement à construire une nouvelle vie d'Etat. La Pologne retrouve enfin son indépendance et avec elle, tous les pays de la Baltique. Leur existence propre, pour la première fois depuis des siècles, reporta les frontières occidentales de l'Union soviétique des bords de la mer Baltique aux limites anciennes des possessions de Novgorod.

Le 22 janvier 1918, l'Ukraine se sépare et proclame son indépendance. Le Caucase à son tour jette bas le joug aborré de Moscou : quatre républiques caucasiennes, au cours du mois de mai 1918, proclament leur indépendance. La première d'entre elles, la République unifiée des Montagnards du Caucase, la proclame le 11 mai 1918. La reconnaissance de cette République par les autres Etats en fut empêchée du fait des opérations militaires engagées contre le général Denikine qui avait refusé de reconnaître le gouvernement national des Montagnards et qui, par contre, avait décidé de « rassembler les terres russes » en commençant par le territoire nord-caucasien.

Le 26 mai 1918, la Géorgie à son tour se déclare indépendante, et le 11 janvier 1920, l'indépendance de la Géorgie est reconnue *de facto* par le Conseil suprême de la Conférence de Versailles (France, Grande-Bretagne, Italie, Belgique, Japon); elle a été reconnue *de jure* par le même Conseil suprême le 27 janvier 1921.

En dehors des cinq puissances mentionnées ci-dessus, la Géorgie a été reconnue *de jure* par la Pologne, la Turquie, la Roumanie, le Luxembourg, l'Allemagne, l'Autriche, le Mexique, la République Argentine, Panama, Haïti, le Siam, la Libéria.

Le 28 mai 1918, l'Azerbaïdjan proclame aussi son indépendance et dès le mois de janvier 1919, il envoie une délégation à la Conférence de la Paix. à Paris.

Le 11 janvier 1920, la République démocratique d'Azerbaïdjan est reconnue *de facto* par le Conseil suprême de la Conférence de Versailles.

Le 28 mai 1918, l'Arménie enfin proclame à son tour son indépendance

que les Puissances reconnaissent *de facto* au début de 1920 et *de jure* au traité de Sèvres, le 10 août 1920.

Ces quatre Républiques caucasiennes se mettent courageusement et fébrilement à l'œuvre pour ressusciter les institutions d'indépendance qu'une longue occupation russe avait fait disparaître. L'enthousiasme soulevé par cet événement, l'énergie déployée et la foi en l'avenir eurent vite fait de créer les cadres d'une *armée nationale* et d'un *réseau d'écoles*. Des dizaines de problèmes touchant à l'instruction publique, à l'hygiène, à la question agraire reçoivent une solution pour ainsi dire immédiate, mais pressentant un conflit inévitable avec le puissant voisin du Nord, les gouvernements de ces quatre Républiques essaient de trouver un moyen pour grouper les forces caucasiennes en un faisceau suffisamment résistant.

Le jour même de la proclamation de l'indépendance de la Géorgie, le 26 mai 1918, le Président de la nouvelle République, M. Jordania, prononçait un discours dans lequel il proposait de « *constituer une union avec les peuples qui habitaient hors de cet Etat, afin que se reconstitue une union d'Etats pour la création d'un Etat. Cet Etat sera la Confédération des Etats du Caucase.* »

Dès l'année 1919, le gouvernement de la République d'Azerbaïdjan inscrit à l'ordre du jour de la Conférence arméno-azerbaïdjanienne siégeant à Bakou, le projet d'union des Républiques caucasiennes sous forme de Confédération. En un mot, tous les courants politiques estiment qu'il est nécessaire de créer une Confédération d'Etats du Caucase.

La compréhension de cette idée de laquelle dépendait le salut du Caucase n'eut toutefois pas le temps de se réaliser pendant la trop courte existence des Républiques indépendantes du Caucase, car malgré la forte appréhension d'un conflit inévitable, personne ne s'attendait à un coup si brusqué et si traîtreusement porté. Bien plus, précédant immédiatement l'offensive, les bolcheviks concluent toute une série d'accords avec les Républiques caucasiennes. Dans ce nombre se trouve l'accord politique du 7 mai 1920 en vertu duquel les bolcheviks reconnaissent l'indépendance de la Géorgie; quelques mois après, le 14 novembre 1920, ils concluent un accord de transit et de commerce avec cette République. A peine cet accord conclu, l'offensive bolcheviste au Caucase est déclenchée.

C'est ainsi qu'en la personne du nouveau gouvernement, à présent socialiste, la Russie, après avoir proclamé, le 3 novembre 1917, le « droit des peuples à l'autodétermination jusques et y compris le droit à la séparation et à la formation d'Etats indépendants », se lance à nouveau dans la réalisation de sa « mission historique » qui consiste à détruire toute culture autre que la sienne et à exterminer les peuples assujettis. Toujours le même but à poursuivre, le même impérialisme rapace qui de tout temps a caractérisé la Russie, ce même pathos de violence. Seules les méthodes, les formes de « travail » ont changé.

Ici encore, c'est la République des Montagnards du Caucase qui, se trouvant, pour son malheur, sur la route des envahisseurs du Nord, reçut le premier coup. Elle en souffrit d'autant plus qu'elle venait, au prix d'efforts inouïs, de rejeter hors de ses frontières les armées du général Denikine. Le courage, pas plus que les rudes combats que les Montagnards eurent à soutenir ne sauvèrent la jeune République de l'invasion bolcheviste. Sous le choc formidable de la vague ennemie qui déferlait sans interruption, les Républiques du Caucase tombèrent l'une après l'autre et déjà le 20 mars 1921, les armées bolchevistes occupaient la Géorgie.

C'est ainsi que l'indépendance encore mal assurée des Républiques

du Caucase se trouva foulée aux pieds et noyée dans le sang. *La Russie se trouva de nouveau aux portes de l'Orient; elle prit solidement position sur le chemin des Détroits, elle occupa de nouveau la vieille route stratégique qui, à travers le Caucase, mène en plein cœur de l'Asie, elle ferma de nouveau tout accès aux relations culturelles et à la collaboration des peuples !...*

Dans ce Caucase reconquis, les bolcheviks commirent les pires atrocités, surpassant ainsi tous les cruautés de leurs prédécesseurs. Des dizaines de milliers de gens fusillés et déportés, tel est le bilan de leur occupation. Mais ces mesures barbares ne sont pas parvenues à briser la résistance caucasienne. Tout comme auparavant, les soulèvements se multiplient, à la violence répondent de nouvelles révoltes. Faut-il rappeler le soulèvement de l'Arménie en 1921, ceux des Montagnards au cours des années 1922, 1926, 1929 ?... Et le soulèvement de la Géorgie en 1924 dont le monde entier fut informé, celui plus récent de l'Azerbaïdjan en 1930 ?... Ce dernier surtout est remarquable du fait que parmi les insurgés on comptait des représentants des quatre Républiques caucasiennes. Il fut le résultat d'incessantes réquisitions, d'exécutions d'intellectuels et de travailleurs allogènes et surtout de cette collectivisation forcée introduite par les gens de Moscou. Le mouvement commença à se manifester en novembre de l'autre année; il s'accrut au mois de février de l'an dernier pour se transformer en insurrection paysanne. Ce soulèvement prit un caractère national auquel prirent part toutes les forces disponibles de la population. L'on a signalé des cas où des soldats rouges avaient refusé de réprimer l'insurrection, où certains étaient passés aux insurgés. L'on vit des Géorgiens, des Arméniens, des Montagnards, se porter au secours de leurs frères azerbaïdjanais, constituer des détachements mixtes. Pour réprimer l'insurrection, les bolcheviks eurent recours à toutes sortes de moyens, y compris l'emploi des gaz asphyxiants. Les représailles furent terribles. Des mois durant, les bolcheviks fusillaient encore des habitants pacifiques sous l'accusation d'avoir pris part à l'insurrection. Au cours de ces événements, plus de cinq cents Azerbaïdjanais passèrent la frontière persane.

Instruits par l'expérience, les représentants des quatre Républiques du Caucase à l'étranger signèrent, le 10 juin 1921, une déclaration reconnaissant la nécessité de grouper en un seul bloc les peuples du Caucase dans les questions de défense, de douane et d'arbitrage. Et déjà au mois de novembre 1924, les représentants de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie et des Montagnards du Caucase signaient un accord comportant la création d'une Confédération du Caucase.

La création d'une Confédération du Caucase indépendant n'est pas seulement dictée par les peuples qui l'habitent, c'est encore une impérieuse nécessité du temps, car le Caucase est dans une situation par trop liée avec les Etats civilisés du monde au point de vue économique, culturel et politique. La création d'un Etat caucasien est un problème qui doit être traité sur un plan international et à la solution duquel l'Europe doit, en premier lieu, prêter toute son attention.

KAZI KHAN.



Le problème de l'indépendance de l'Ukraine et la France

C'est sous ce titre qu'a paru, en octobre dernier, chez Félix Alcan, un remarquable ouvrage de M. Emmanuel Evain, député de Paris, ancien Président du Conseil Municipal, membre de la Commission des Affaires étrangères. La préface de ce livre en a été faite par M. Edouard Soulier, Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères à la Chambre des députés.

Nous devons saluer très sincèrement l'apparition de cet ouvrage, car non seulement il prouve que, malgré les difficultés de l'heure présente, l'Ukraine et les pays opprimés par les Soviets acquièrent en France des amis en nombre de plus en plus grand, mais il rappelle à la sympathie généreuse de la France, et au cercle plus étendu de ceux qui comprennent le français, l'existence de ces problèmes.

Dans son « Introduction sur l'Histoire Universelle », Michelet, caractérisant le génie du peuple français, écrit :

« Il sera beaucoup pardonné à ce peuple pour son noble instinct social. Il s'intéresse à la liberté du monde, il s'inquiète des malheurs les plus lointains. L'Humanité toute entière vibre en lui. »

Il n'est pas nécessaire de rappeler ici tout ce que la France a fait pour la liberté du monde. Chacun connaît l'histoire du marquis de La Fayette et tout le monde sait quelle part active la France a prise dans la résurrection de la Grèce, de la Serbie, de l'Italie et, plus près de nous, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie.

MM. Evain et Soulier ne font donc que continuer la noble tradition du peuple français en s'occupant de la libération des pays opprimés par les Soviets.

M. Soulier s'étonne justement de ce que seuls les problèmes de l'Ukraine, du Caucase et du Turkestan restent en suspens, alors que tant d'autres sont résolus. Quant à M. Evain, il exprime la même inquiétude dans les termes suivants :

« La chute de l'ancienne Russie a apporté la vue à beaucoup de pays opprimés. La chute de l'U.R.S.S. appellera aussi un jour ou l'autre à la vie toute une série de nations qui n'ont pu être affranchies définitivement en 1917-1920. Parmi ces nations l'Ukraine paraît appelée à jouer le premier rôle : ses trente millions d'habitants en font un peuple puissant; quand il aura conquis son droit à la vie, il ne permettra plus à personne de le gouverner contre sa volonté. »

Si intéressant que soit le texte même du livre de M. Evain, ce sont surtout les annexes qui attirent notre attention. Nous ne sommes pas probablement les seuls parmi les lecteurs qui avons découvert que l'Ukraine, si méconnue en France il y a encore une dizaine d'années, ne fut pas ignorée de nos ancêtres du XVII^e siècle.

Il suffit d'apprendre qu'à cette époque le remarquable ouvrage d'un ingénieur français, Levasseur de Bauplan, fut écrit et publié à plusieurs reprises en France et ailleurs. Et ce livre ne contenait pas autre chose que la « description » de l'Ukraine à l'époque très mémorable du grand

ethman Bogdan Chmelnicki. Plus tard, au ^{xvii}^e siècle, Voltaire raconta les luttes de Mazeppa. Puis, durant le ^{xviii}^e siècle et jusqu'au second Empire, on parla de l'Ukraine. Casimir Delamarre, membre du Corps législatif, défendit avec l'aide de Sadi Carnot la question ukrainienne à la tribune du Sénat impérial.

Il est intéressant de rappeler ici une proclamation de Napoléon I^{er} parue dans le journal officiel de l'Empire du 7 décembre 1807.

« A côté de la Pologne se trouve l'ancien pays des Cosaques, l'Ukraine, une des terres les plus fertiles du monde et qui, par ses richesses, mérite grandement l'attention de l'Empire. Si la question de Pologne est déjà résolue, il nous reste à résoudre la question du fertile pays de Mazeppa. »

Mais ce n'est que de l'histoire, des vœux et des opinions sur l'Ukraine plutôt que des relations directes entre ce pays et la France. En parcourant le livre de M. Evain, nous voyons que ces relations ne commencent en réalité qu'au moment où l'Ukraine reprend son rang parmi les nations libres. C'est en 1917 que le représentant de la France, le général Tabouis, vint à Kiev saluer l'Ukraine ressuscitée et présenter ses lettres de créances comme commissaire de la France auprès de la République Démocratique Ukrainienne. A cette occasion, il prononça un discours dans lequel il disait justement ceci :

« Voici bientôt un an que je me trouve sur le territoire de l'Ukraine. Pendant ce temps, j'ai eu l'occasion d'étudier l'histoire de l'ancienne Ukraine; j'ai suivi avec attention le développement de son mouvement national et j'ai pu constater les efforts accomplis par la République ukrainienne dans le but de créer et d'établir les forces morales et physiques nécessaires à l'organisation d'un Etat. Tout cela, je l'ai suivi avec un intérêt toujours croissant et je suis heureux et fier, Monsieur le Président, de voir qu'aujourd'hui cet intérêt n'est pas seulement personnel, car en me nommant son représentant, le Gouvernement de la République Française approuve ma manière d'agir et m'autorise à poursuivre officiellement les excellentes relations qui se sont déjà établies entre nous. »

M. Evain ne s'arrête pas là : en sa qualité de parlementaire il rappelle ce qui se passa au Parlement français en 1920. Ce sont surtout les discours de M. de Guillard-Bancel qu'il reproduit. Dans ces discours, aussi documentés sur le problème de l'Ukraine que remplis de sympathies pour elle, cet excellent Français, patriote ardent, engage le Gouvernement de la République à libérer les peuples, et, pour se défendre et lutter contre la menace de la III^e Internationale, le seul moyen efficace qu'il propose, c'est de soutenir les peuples patriotes dont le but est de s'affranchir du despotisme moscovite, c'est-à-dire de celui du Komintern. L'orateur retraça ensuite toutes les luttes récentes, parla des gouvernements successifs de l'Ukraine à partir de 1917 et, touchant la question des dettes, affirma que le Gouvernement de la République Démocratique Ukrainienne s'engage à payer 30 % de la dette de l'ancienne Russie.

Très à propos M. Evain nous rappelle quelques passages du discours de M. de Monzie, que celui-ci prononça le 26 mars 1920 au Sénat. Le sénateur du Lot appuya également l'Ukraine nationale et condamna la politique soviétique.

Hélas ! *Tempora mutantur et nos mutamur in iis*. M. de Monzie est devenu depuis un ardent ami des Soviets... Il a ses raisons, ne les contestons pas, mais avouons que nous sommes de tout cœur avec M. Evain qui, en 1930, tout comme vraisemblablement en 1920, reste sur la même position en ce qui concerne le régime despotique des Soviets. Nous le félicitons ainsi que M. Soulier d'avoir pris une position aussi nette que possible dans le problème si brûlant de l'Ukraine.

Nous espérons que ce livre sera apprécié par le lecteur et qu'après la première édition, d'autres suivront; que la France, grâce à M. Evain, sera enfin renseignée sur un des importants problèmes de l'Est européen.

Nous espérons également que ce livre donnera un réconfort mérité aux Ukrainiens et peuples du Caucase et du Turkestan dans leur lutte héroïque contre l'envahisseur... Si leurs pays souffrent, les grandes amitiés qu'ils possèdent en France leur permettent d'entrevoir beaucoup d'espoir. Ils ne doivent pas oublier que, depuis bientôt un siècle et demi, l'ange libérateur de la France, qu'il soit vêtu de la robe fleurdelysée de la monarchie ou du manteau couvert d'abeilles de l'Empire, ou bien encore qu'il tienne dans sa main le glaive glorieux de la République, poursuit incessamment son idéal qui consiste à créer le bonheur et la justice dans le monde.

LOUIS DE SAINT-ROCHE.

LA CRÉATION D'UN ÉTAT

(suite) (*)

III

Hausse. — Période transitoire. — Dépression

En étudiant l'histoire des nations il est facile de remarquer le curieux phénomène qu'une même nation (organisée en Etat ou non) possède des périodes de succès ou d'insuccès tout à fait indépendants des causes et des influences extérieures.

Les historiens grecs ont déjà mentionné ce phénomène, et ils ont appelé la période des grands succès du nom de « l'âge d'or » et celle des grands revers du nom de « l'âge de fer ».

L'historien polonais Lelewel divise aussi l'histoire de la Pologne en plusieurs périodes, conformément aux principes ci-dessus cités. Il distingue des oscillations successives de périodes heureuses et malheureuses.

Ces oscillations (à condition, je le répète, que nous en extrayions les événements causés par des forces extérieures) résultent sans aucun doute d'une disposition intérieure, de l'état spirituel de la nation à un moment donné. Ce sont ces oscillations spirituelles de la nation avec ses périodes de hausse et de baisse que j'ai nommées du nom de *hausse* et de *dépression nationales*.

Ces deux moments extrêmes sont séparés par une *période transitoire*, qu'on pourrait appeler aussi « état normal » spirituel de la nation.

Une étude de l'histoire en se plaçant sous ce point de vue, nous révélera un développement général dans tous les domaines de la vie nationale, développement qui s'accroît au cours de la période de hausse. Ce sera un développement remarquable des sciences, de la littérature et des arts, un relèvement général du niveau de l'instruction nationale, de la moralité, un développement des institutions sociales et de la charité, un surcroît enfin de bravoure sur le champ de bataille et un accroissement des vertus des citoyens en général.

La hausse spirituelle de la nation se révèle le plus distinctement dans le domaine économique. Il est possible, que cette netteté apparait à cause de la fatalité avec laquelle on peut la calculer à l'aide de chiffres et de statistiques. Le rendement du travail augmente, les surplus apparaissent sous la forme des richesses personnelles des citoyens.

Au cours de la période de *dépression* nous observons un phénomène contraire. Le niveau de la science, de l'art et de l'instruction générale s'abaisse, la criminalité augmente, le moral diminue, la bravoure des citoyens s'affaiblit sur les champs de bataille.

La période de dépression est toujours riche en défaites militaires.

Les facultés productives de la population diminuant en même temps, d'énormes déficits dans le budget de l'Etat en dépression commencent à se dessiner.

De tous ces éléments destructifs il résulte un appauvrissement de l'Etat qui finit par perdre son indépendance et son intégralité.

Qu'arrive-t-il donc lorsqu'une semblable dépression envahit un peuple qui par lui-même constitue un Etat usurpateur ? Presque automatiquement tous les pays subjugués se détachent de leur conquérant, aggravant encore de ce fait l'état économique du pays usurpateur. De ce moment le pays reste à la merci de ses propres citoyens, dont les facultés productives sont normalement trop faibles et qui, actuellement, ont encore diminué à cause de la dépression.

Je n'ai pas l'intention d'examiner ici quelle peut bien être la durée de ces crises, ni d'essayer de prédire pour l'avenir le moment initial et final de ces périodes spirituelles. Je constate que les résultats des recherches actuelles dans ce domaine ne sont pas encore suffisants. Toutefois, on peut affirmer que la durée de la période de dépression, celle qui nous intéresse en ce moment, est toujours assez longue et peut atteindre 50 à 100 ans, quelquefois même 150. Cette crise de dépression, fait caractéristique, est beaucoup plus dure pour les nations usurpatrices et spéculatives que pour les peuples autochtones et productifs.

Les périodes de hausse et de baisse spirituelles ne sont pas simultanées pour tous les pays. Au contraire, les observations démontrent, qu'au même moment, une nation peut se trouver en état de dépression, une autre en état de hausse spirituelle, une troisième dans un état normal.

Ce fait est très important, surtout pour les nations qui ont perdu leur indépendance et qui luttent pour la reconquérir.

Un pays, qui a l'intention, ou qui est déjà en voie de construire son propre Etat, doit prendre en considération les phénomènes de hausse et de baisse, tout au moins dans les trois cas suivants :

- 1° Une nation qui se trouve en état de dépression ne doit jamais tenter de créer un Etat indépendant, car ses efforts seront toujours vains;
- 2° Une nation en voie de construire un Etat et qui cherche des alliés

ne doit jamais oublier que le meilleur allié sera un peuple en état de hausse spirituelle, tandis qu'un allié en état de dépression ne peut être que nuisible.

L'histoire de la Pologne peut servir d'excellent exemple. A la fin du XVIII^e siècle, la politique de la Pologne, qui luttait pour son indépendance (après le premier partage de ce pays), était basée sur l'alliance avec la Turquie. C'était une combinaison politique bien calculée. L'allié était très bien placé au point de vue géographique. Il était, en outre, ce qui fut constaté plus tard, exceptionnellement fidèle et honnête. Malheureusement, en signant l'alliance, la Pologne ne prit pas en considération le fait (inconnu d'ailleurs en ce moment) que la Turquie entraît justement dans une période de dépression, qui devait durer jusqu'au XX^e siècle.

En déclarant la guerre à leurs ennemis, les politiciens polonais supposaient que l'un d'eux, notamment la Russie, serait immobilisé et considérablement affaibli par une guerre de longue durée avec la Turquie. Quant à l'autre, c'est-à-dire à l'Autriche, on espérait qu'elle en serait passablement gênée. Or, la Turquie, contre toute espérance, fut rapidement vaincue et forcée de conclure une paix prématurée. Il est certain que la cause de la faiblesse de l'alliée de la Pologne consistait dans l'état de dépression morale de la nation.

Ces surprises turques étaient complètement incompréhensibles pour les contemporains et ne pouvaient être prévues. Toutefois, elles furent l'une des causes des plus importantes de la défaite et des malheurs de la Pologne.

3^e Chaque nation usurpatrice peut subir une période de grave affaiblissement de ses forces spirituelles lequel peut aboutir à une débâcle de l'Etat. C'est un fait d'une grande importance pour les nations conquises. Si l'on prend en considération l'état spirituel de deux nations, il est facile de s'imaginer qu'un peuple peu nombreux, mais moralement sain, puisse à certain moment devenir plus fort qu'une nation beaucoup plus considérable mais touchée par une dépression destructive.

La dépression de l'usurpateur fort est le seul moment (exception faite évidemment des guerres exceptionnelles ou des calamités mondiales) où un pays conquis peut trouver des possibilités réelles de se détacher de son tyran et de reconstruire un Etat indépendant.

Stanislas SIEDLECKI.

Sénateur,

Président de l'Institut Oriental de Varsovie.

(A suivre.)

LETTRES DE GÉORGIE

On nous écrit de Tiflis :

Le premier mouvement insurrectionnel contre la collectivisation fut déclenché, en 1930, par les paysannes de Géorgie. En Mingrélie, les paysannes formèrent de petits bataillons armés de bâtons, avec lesquels elles assaillirent leurs maris allant travailler dans les économies collectivisées. Ces bataillons de femmes dispersaient le bétail obligeant leurs maris d'abandonner le travail et de rentrer à la maison. Pour la première fois ces attaques menées par des femmes eurent lieu dans le village dit des Neuf-Sources. Ce mouvement, essentiellement féminin,

ne tarda pas à embrasser toute la Mingrélie, le district de Soukhout et une partie de l'Iméréthie. Ces mêmes paysannes armées de bâtons assiégeaient les locaux où se réunissaient les autorités locales et exigeaient l'abolition de la collectivisation, le retour de leurs maris au foyer et l'élargissement des prisonniers. M. Lakoba, dictateur local, fut arrêté en route, alors qu'il voyageait en auto, par une escouade de femmes armées qui l'obligèrent à mettre en liberté ceux qu'il détenait en prison. Dans le village de Tchogha, les paysannes eurent une rencontre avec une colonne du Guépéou. Deux femmes furent tuées, Mmes Skondia et Gougounava, et 160 autres furent arrêtées et envoyées à Tiflis, puis reléguées en Sibérie. Ce mouvement suffit pour arrêter la marche de la collectivisation, mais l'année suivante, le pouvoir soviétique prit des mesures énergiques afin d'accélérer la collectivisation. Ces mesures mirent le comble à l'exaspération générale et toute la Géorgie devint le théâtre d'événements terribles.

*
* *

Le mouvement insurrectionnel éclata tout d'abord dans le district de Bortchalo. En voici les causes : les agents soviétiques ayant ravagé les champs déjà ensemencés de blé et ayant exigé des paysans de les ensemençer de coton conformément au plan quinquennal, il en résulta un mouvement de révolte. Le gouvernement prit des mesures répressives et fit fusiller sur place une trentaine d'hommes. Pour riposter, cinq cents habitants de Bortchalo prirent les armes et se réfugièrent dans les montagnes d'où ils se mirent à attaquer et à saccager les collectives. Deux escadrons du 65^e régiment furent envoyés contre eux ainsi qu'une colonne du Guépéou. Une rencontre eut lieu avec les insurgés. Au cours de l'engagement, une centaine d'hommes furent capturés; 45 d'entre eux furent aussitôt fusillés; 200 insurgés occupèrent une position imprenable dans la forêt de Khram et 150 autres passèrent en Turquie. Pour la « pacification » de la région de Bortchalo le gouvernement prit les mesures sanglantes dont je vous ai parlé dans ma précédente lettre.

*
* *

Vers la fin du mois de mai, au début de l'été dernier, la révolte d'un petit groupe de partisans éclata dans le district de Chorapan. Le groupe s'accrut bientôt et au mois de juin il comptait déjà 1.500 hommes. Outre les paysans, le groupe comptait encore des ouvriers mineurs. Les mines de manganèse furent bientôt à ce point désertées que la production du manganèse tomba de 1900 à 500 tonnes par jour. Les partisans opéraient sous le commandement de trois chefs qui leur distribuaient des proclamations au nom du « Comité secret des travailleurs caucasiens ». Un ntchékiste connu, nommé Bagration, fut envoyé à la tête d'un détachement pour étouffer ce mouvement. Par ruse et par provocation, ce dernier réussit à susciter quelques défections dans les rangs des partisans, mais la partie la plus active reste toujours insaisissable.

*
* *

L'été dernier, sous la conduite des frères Gricha et Gaïoz d'Oniani, la Svanétie inférieure se souleva. Le nombre de partisans atteignit bientôt un millier. Ils proclamèrent l'abolition du pouvoir soviétique en Svanétie. Tiflis, pris d'inquiétude, se hâta d'envoyer le 66^e régiment de cavalerie renforcé d'une colonne spéciale du Guépéou. Une première rencontre entre un escadron de cavalerie et les insurgés eut lieu dans le village d'Orbéli. L'escadron fut battu et désarmé. Les partisans perdirent 18 hommes. Théophile Svanidzé, président du Comité exécutif de la commune de Mekweni, et 80 communistes locaux passent aux insurgés. M. Béria, chef du Guépéou en Géorgie et la main droite de Staline, accourt en Svanétie, entame des pourparlers avec les insurgés et réussit à ramener à l'obéissance de 400 à 500 partisans. Il arrête ensuite quelques chefs

et fait fusiller sur le champ 30 prisonniers. Svanidzé et 150 hommes de son groupe qui ne voulurent point déposer les armes s'enfuirent dans les montagnes de Vvanétie.

*
*
*

A cette même période une insurrection éclate en Mingrélie où, depuis quelque temps déjà, des forces considérables ravageaient les économies collectivisées. Le bruit courut (simple provocation) que toute la Géorgie se serait soulevée et qu'une descente était attendue sur les côtes de la Mer Noire. Qu'on s'imagine l'effervescence causée par cette rumeur. Une colonne de 60 partisans fut même dépêchée afin d'occuper un point, non loin du port d'Anaklia, sur le littoral de la Mer Noire, afin de porter secours, le cas échéant, à la descente annoncée. Ce même bruit se répandit en Douchétie, district situé au Nord de Tiflis. Les partisans désarmèrent la milice locale et marchèrent sur Tiflis, mais ayant rencontré une force gouvernementale considérable ils durent se replier vers les montagnes.

Il est impossible d'évaluer exactement le nombre de victimes au cours de ces conflits. Les prisons regorgent de prisonniers dont le nombre atteindrait 6.000. A l'interrogatoire, ils déclarent tous d'une façon identique : « Nous avons perdu tout notre avoir, tout l'héritage que nous avons reçu de nos pères aussi bien que tout ce que nous avons acquis nous-mêmes. Tout nous a été enlevé par l'Etat, y compris notre dignité. Il ne nous reste plus que l'âme. Eh bien, nous ne la céderons jamais sans avoir assouvi notre soif de vengeance. »

En Azerbaïdjan

Ces derniers temps, la presse communiste d'Azerbaïdjan a ouvert sa campagne habituelle contre l'idéologie nationale-démocratique, laquelle, de nos jours, est considérée à l'égal d'un ennemi particulièrement dangereux, susceptible de désorganiser les rangs des jeunesses communistes. Et l'on sait, qu'à mesure que le bolchevisme s'éloigne de son idéologie romantique, le nombre d'« ouklonistes », c'est-à-dire de gens du parti qui se détournent de son idéologie, s'accroît, donnant naissance à différentes tendances. Dans les régions de l'Union où la population n'est pas russe, cette déviation de la ligne du parti prend un aspect nettement national. Chacune de ces régions donne à ces tendances des appellations appropriées, selon les conditions spécifiquement politiques du pays. C'est ainsi que la tendance nationale « oukloniste » en Azerbaïdjan n'est pas autrement désignée par les bolcheviks que sous le nom de « moussavatisme ». Or, sous le nom de « moussavat », il faut entendre le parti national-démocrate désormais historique qui, de nos jours encore, personnifie le mouvement national-libérateur de l'Azerbaïdjan.

Dans toute une série d'articles, l'ancien commissaire du peuple à l'Instruction publique, Moustapha Kouliev se livre à une polémique des plus vives contre les moussavatistes. Dans ses articles, l'auteur s'efforce de démontrer que l'idéologie de ce parti est, dans la pratique, contraire aux intérêts de la classe dirigeante, c'est-à-dire au prolétariat, en Union soviétique, et qu'elle est un danger pour la jeunesse soviétique en Azerbaïdjan.

Ayant ainsi consacré trois longs articles au livre de M. E. Rassoul

Zadé, sur le « Pantouranisme dans ses rapports avec le problème caucasien », le dignitaire soviétique azerbaïdjanien s'efforce de démontrer qu'en dépit de l'affirmative du leader des moussavatistes, l'idéologie de ce parti reste, tout comme auparavant, agressive au point de vue national. Ledit M. Kouliev s'efforce en outre de prouver que le terme « turkisme » sous son aspect démocratique, cache en réalité cette même conception « impérialiste » que personnifiait le mot « pantouranisme ». Comme preuves à l'appui, l'auteur cite un exemple des tendances moussavatistes qui consiste à vouloir « azerbaïdjaniser » de petits groupes ethniques habitant en Azerbaïdjan, comme les Tates, les Talyches, etc., qui, dans l'ensemble, comptent à peine quelques milliers d'individus mêlés à la population turke ou dans de tout petits villages au milieu de la masse turke-azéri. De toute évidence, les occupants communistes tolèrent l'existence des diverses nationalités pour des raisons de tactique; elles leur sont nécessaires pour perpétuer l'idée d'auto-détermination nationale qu'ils s'efforcent de développer jusqu'à l'absurdité. Alors que les bolcheviks favorisent volontiers le développement de quelque élément ethnique arriéré, fut-il microscopique, ils empêchent de toutes leurs forces le développement d'un peuple déjà cultivé, ayant conscience de sa mission historique et culturelle en tant que nation parfaitement constituée... L'idée de solidarité politique que M. E. Rassoul Zadé propage dans son ouvrage, parmi les peuples qui luttent contre l'impérialisme russe en général, les Caucasiens en particulier, n'a pas le don de plaire au critique bolchevik. La préface du chef des social-démocrates géorgiens, M. Jordania, en tête du livre de M. E. Rassoul Zadé, irrite tout particulièrement les bolcheviks et ils n'épargnent point, évidemment, l'idéologue géorgien...

Si l'on en juge par le ton irrité des articles et par la riche foison de mots foncièrement grossiers à l'adresse de l'émigration politique caucasienne lesquels, visiblement, tiennent lieu en pareil cas de faits réels et de déductions logiques, l'on doit admettre que l'activité littéraire de l'émigration atteint le but qu'elle s'est assignée.

RÉUNIONS " PROMÉTHÉE "

La conférence de M. Mir-Mehtiev, Président par intérim de la Délégation d'Azerbaïdjan, sur :

LES MOUVEMENTS NATIONAUX ET LA QUESTION DES NATIONALITES

a donné, dans un raccourci saisissant, l'image du mouvement national en Europe et du réveil successif des peuples opprimés. Le conférencier évoqua notamment quelques détails intéressants sur la Conférence désormais historique de la Paix à Paris. C'est ainsi que le Président Wilson, ayant écouté les revendications des délégations caucasiennes, leur aurait conseillé de s'unir pour jeter les bases d'un Etat confédéré du Caucase. Ces délégations furent ensuite invitées à une séance solennelle du Conseil Suprême à laquelle assistaient les hommes les plus éminents de l'époque, tels que Clemenceau, Lloyd George, Lord Curzon, le maréchal Foch, etc...



C'est alors, qu'ayant fourni quelques explications sur la situation générale du Caucase, l'indépendance des Républiques Caucasiennes fut reconnue.

« Nous voyons par cela même, conclut le conférencier, qu'après son évolution progressive, le problème des nationalités trouve sa solution au cours du XIX^e siècle. Il la trouve surtout après la grande guerre, alors que les revendications nationales des petits peuples reçoivent une satisfaction équitable en même temps que la reconnaissance générale de leurs droits. Les bolcheviks eux-mêmes furent obligés de déclarer le principe du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes jusques et y compris la séparation d'avec l'Etat dont ils font partie... Le mouvement national est un phénomène organiquement historique, sa marche et son développement ultérieur ne sauraient être arrêtés. Et si, de nos jours, une série de nations sont tombées, en Russie, sous le joug bolcheviste, il n'en faut pas déduire que la marche de l'histoire n'aboutisse au triomphe de l'idée nationale et de la liberté de ces peuples, car la Russie ne saurait être une exception dans le cycle de l'histoire. »

Cette conclusion fut saluée d'applaudissements unanimes, et les échanges de vues qui s'ensuivirent confirmèrent une fois de plus l'unanimité de l'assistance sur les problèmes soulevés et soutenus par le conférencier avec autant d'autorité que d'érudition.

A notre grand regret, nous ne pouvons, faute de place, nous arrêter longtemps sur les discours qui furent prononcés, si intéressants soient-ils. Nous sommes donc obligés de n'en mentionner que quelques-uns et en quelques mots.

M. Chakman trouve qu'il serait intéressant de faire un parallèle entre le mouvement national dont le conférencier a fait un exposé et les forces opposées auxquelles ce mouvement s'est heurté dans son évolution, plus particulièrement en Russie où l'esprit héréditaire de conquête et de domination aurait pris, au cours des siècles, un caractère d'atrocité inouïe. Le sort de la Circassie en est un bien frappant exemple.

M. Tchokaev estime que la conférence, si bourrée soit-elle d'idées et d'aperçus historiques, n'est en somme qu'une belle introduction pour une série de conférences consacrées aux peuples opprimés de Russie. Il exprime l'espoir que *Prométhée* ne faillira pas au devoir qui lui incombe et qu'il nous donnera une juste idée du fondement et de la portée des luttes incessantes qui se déroulent actuellement dans toutes les parties de l'Union soviétique.

M. Balinov, directeur de la revue *La Cosaquie libre*, s'étonne de l'ignorance dont on fait généralement preuve à l'égard de la Cosaquie. « On nous confond souvent avec le peuple russe, dit-il. Cependant, quiconque voudrait jeter un regard sur notre pays et se donner la peine d'apprendre un peu notre histoire, verrait clairement que la Cosaquie est un peuple à part, un peuple qui a son passé particulier, son territoire bien délimité et des aspirations nationales très précises, un peuple enfin qui a lutté contre l'impérialisme russe non moins héroïquement que les autres et qui continue cette lutte jusqu'à présent. Le fait que la *Cosaquie libre* groupe en ce moment toute la jeunesse cosaque, si enthousiaste et si résolue à combattre pour la liberté de la patrie cosaque, en est une preuve éclatante. »

M. Zourabichvili souligne le lien de cause à effet qui existe entre les persécutions dont sont victimes les nationalités et le réveil national. La persécution qui s'exerce contre la langue et la culture nationale a toujours provoqué de la résistance; elle a soulevé les peuples opprimés contre les

persécuteurs. Il trouve la conférence concluante et propose de remercier le conférencier.

M. Gvazawa remercie le conférencier pour sa belle et substantielle étude; il met en relief le trait essentiel qui s'en dégage : c'est la transition de l'idée nationale du domaine de désir confus et imprécis dans celui du droit. En son temps, la révolution française a formulé deux grands principes : les droits de l'homme et la liberté des peuples. Ce fut là un bouleversement complet dans l'esprit du temps sur l'ancienne conception d'Etat. L'inviolabilité de la liberté individuelle a trouvé son expression juridique dans la constitution de chaque Etat civilisé; du même coup la base de la souveraineté d'Etat s'en est trouvée déplacée : elle réside désormais dans la volonté du peuple. Et alors, la question se pose : quelle est la situation des peuples opprimés ?... En France cette antinomie ne fut pas suffisamment remarquée et mise en lumière, ce qui s'explique du fait que les frontières de l'Etat français se confondaient avec celles du peuple français. Ce n'était pas le cas pour les autres Etats d'Europe où nombre de peuples allogènes supportaient le joug d'une nation dominatrice. De là cette lutte pour la conquête de la souveraineté nationale, expression juridique du principe de la liberté des peuples... Avant la grande guerre l'Europe comptait plus de 40 millions d'hommes sous une domination étrangère; maintenant ils se sont tous affranchis, c'est-à-dire que chaque peuple, jadis opprimé, a acquis sa souveraineté nationale. Les minorités nationales elles-mêmes ne sont pas abandonnées à l'arbitraire de l'Etat dont elles font partie. Leur liberté relative (compatible avec l'idée de souveraineté d'un Etat national) est garantie par la constitution ou par un accord international (accord polono-allemand, fino-suédois, etc.). Leur droit revêt donc un caractère juridique dont la procédure peut atteindre la Société des Nations. Voilà en quoi se résume l'évolution du mouvement national qui s'est accomplie au cours du XIX^e siècle. Vous pouvez en conclure que la liberté des peuples aux prises avec la dictature soviétique n'est qu'une question de jours. Elle doit aboutir à sa forme juridique : la souveraineté du peuple.

Sur cette remarque la séance fut levée et M. Mir-Mehtiev, objet d'une véritable ovation, reçut les félicitations de ses amis.

Revue de la Presse

L'Heure Nouvelle, journal ukrainien de Lwow, publie une déclaration de M. Karl Motz, directeur du Département Oriental de l'Etat-Major du parti hitlérien, sur le mouvement ukrainien dans l'Est européen. Nous en détachons les passages que voici :

« Le national-socialisme, dit M. Motz, est d'avis que l'existence d'une grande Russie n'est pas dans l'intérêt de l'Allemagne. Pour les allemands, une Russie tsariste est plus dangereuse que ne l'est une Russie soviétique. L'Allemagne désire voir dans l'Est européen un puissant Etat ukrainien. C'est d'ailleurs une question qui touche au partage de la Russie.

« Il serait erroné de croire que nous avons l'intention de supprimer le pouvoir soviétique sur le territoire proprement russe. Ce serait contribuer à la renaissance d'un puissant Etat russe. Nous ne voulons pas nous mêler des affaires intérieures de la Russie.

« En principe, nous repoussons la conception d'Etat à plusieurs nationalités, et reconnaissons comme idéal l'Etat national auquel doit aspirer chaque peuple ayant

conscience de son unité nationale. En même temps nous ne fermons pas les yeux sur les données géo-politiques qui nécessitent l'annexion à tel ou tel Etat de territoires ethnographiquement allogènes. »

Il va de soi que cette déclaration ne restera pas inaperçue dans les milieux intéressés.

*
* *

Le *Vozrojdenie*, journal russe édité à Paris, commente en ces termes la déclaration de M. Motz ci-dessus citée :

« A tout point de vue, le plan de l'Etat-Major hiltérien apparaît si absurde qu'il eût été inutile d'en parler s'il ne constituait le programme d'un grand parti allemand dont on attend de jour en jour l'arrivée au pouvoir. Hitler voudrait, d'une part, soutenir le pouvoir soviétique dans l'intérêt même de l'Allemagne et, en même temps, supprimer ce même pouvoir, toujours dans l'intérêt de l'Allemagne. »

Le journal russe va un peu trop fort. Il découvre une contradiction qu'on a peine à découvrir dans la déclaration du porte-parole du parti hiltérien. Celui-ci dit notamment qu'il « repousse toute conception d'Etat à plusieurs nationalités ». C'est le cas de la Russie. Il ne veut pas supprimer le pouvoir soviétique sur le territoire proprement russe, ce qui laisse entendre qu'il y a en Russie des territoires nettement non-russes où le pouvoir soviétique devra être supprimé. C'est le cas du Caucase, de l'Ukraine et du Turkestan. Il pose enfin avec autant de netteté que de courage la question du partage de la Russie. Mais alors, c'est une autre affaire...

*
* *

M. Charles Richet déclare ce qui suit dans *Le Matin*, à propos du pacte de non-agression que les Soviets proposent de conclure avec la France et avec la Pologne :

« Les Soviets ont, à maintes reprises, formellement déclaré qu'ils ne se considéraient pas comme liés avec les puissances capitalistes ou bourgeoises, quel que fût le pacte signé par eux. Autrement dit, un engagement pris avec des non-communistes n'engage nullement les autorités de Moscou. »

« Cette cynique affirmation, ils l'ont répétée à satiété. Même si, aujourd'hui, ils se récusent, leurs dénégations seraient sans aucune importance. N'ont-ils pas déchiré sans phrases le traité qu'ils avaient conclu avec l'infortunée Géorgie ? »

*
* *

M. René Vanlande consacre dans *L'Echo de Paris* un émouvant article à l'horrible situation de 30 millions de musulmans affreusement persécutés sous le régime soviétique en Russie :

« Les chefs de l'Islam, qui depuis longtemps, s'ils avaient eu conscience de leur devoir, auraient dû former, ne serait-ce que par solidarité avec les frères russes, une *Ligue antisoviétique des peuples musulmans*, continueront-ils à observer la honteuse consigne du silence ?... N'auront-ils pas un mot, un geste pour dénoncer les persécuteurs de l'Oural, du Turkestan et de la Crimée ? »

« Est-ce la peur qui les retient de protester et d'agir ? Alors, ce sont des lâches. »

« Est-ce l'indifférence ? Alors, ce sont des égoïstes et de faux musulmans. »

« Est-ce l'intérêt ou l'argent ? Alors, ce sont des traîtres ! »

On ne saurait mieux dire. Nous sommes persuadés que ce vibrant réquisitoire atteindra tous les milieux politiques musulmans au sein desquels, par peur ou par aberration mentale incompréhensible, on continue encore à cultiver « l'amitié russe. »

CHRONIQUE

AZERBAÏDJAN

Le journal « Istiklal »

Le N° 3 du journal de langue turk-azéri vient de paraître. Cet organe paraît sous la rédaction de l'homme politique connu Rassoul-Zadé; son but est de défendre la cause de l'indépendance de la République d'Azerbaïdjan et de poursuivre la lutte pour son rétablissement.

Le stockage du coton

Le plan de stockage du coton en Azerbaïdjan a subi un échec complet. Au lieu des 175.552 pouds envisagés, il n'a été récolté que 83.177 pouds. Ces chiffres ont été officiellement confirmés par des sources soviétiques. (*Bakinski Rabotchi*, N° 254.)

Atrocités

L'Azerbaïdjan est le théâtre de sanglantes atrocités. Ainsi que le signale le correspondant persan du journal *Istiklal*, un groupe de partisans du district de Choucha est arrivé à Ardebil où ils ont été internés par les autorités persanes. D'après leurs déclarations, les bolcheviks envoient des détachements spéciaux dans les villages où les paysans ont donné asile aux insurgés et mettent à mort toute la population mâle.

Blâme

Le journal de Tiflis, *Zaria Vostoka*, donne le résumé d'une résolution prise au plenum du Comité central concernant les communistes de Transcaucasie; cette résolution n'est autre qu'un blâme à l'adresse de ces derniers en raison de la « faiblesse » de la lutte qu'ils ont soutenue contre le mouvement paysan en Azerbaïdjan.

L'Ordre de l'Etendard rouge

Le commissaire Moussabekov a été décoré de l'Ordre de l'Etendard rouge pour les succès remportés dans sa lutte contre le mouvement national en Azerbaïdjan. (*Istiklal*, N° 2.)

Troubles

Des femmes qui faisaient la queue devant une coopérative ayant appris que les produits alimentaires manquaient se mirent à saccager le magasin. Ne pouvant rétablir l'ordre, la police dut avoir recours aux armes. L'on compte des morts et des blessés. (*Istiklal*, N° 2.)

Attaques de communistes

Le journal *Istiklal* annonce que vers le 10 décembre dernier des insurgés ont attaqué une auto postale entre les stations d'Evlah et de Choucha. Les communistes qui accompagnaient la poste furent tués; les passagers n'eurent aucun mal.

CAUCASE DU NORD

De Trébizonde on annonce que dans le voisinage de la localité Mahometanskoe un engagement a eu lieu entre un groupe de 110 partisans commandés par un certain Mirza Bek et un détachement du Guépéou. Ce dernier fut obligé de se retirer après avoir perdu 14 hommes, tués ou blessés.

L'on apprend également qu'un fort mouvement antisoviétique se manifeste dans la région montagneuse de la Tchetchnie.

La *Sévernaïa Kavkasskaïa Gazeta* annonce que le 5 décembre s'est ouverte à Rostov l'Olympiade artistique des peuples montagnards. Quelques centaines de participants venus des régions montagnardes les plus diverses se donnèrent rendez-vous à Rostov. A signaler parmi ces nationalités : les Karatchaï, les Ossètes, les Kabardiens, les Ingouches, les Tchetchènes et les Daghestanais. La musique, le chant et les poésies des Montagnards reflétaient les particularités nationales des différents groupements nationaux ainsi que les événements du temps du tsarisme, de la révolution et de la guerre civile. Au nom du Comité central exécutif de l'Union, Simon Takoev félicita les participants de l'Olympiade.

La *Groznaïa Gazeta* décrit la manière dont s'est liquidé le « Guigant », important kolkhoz du district de Chalynsk en Tchetchnie. Il paraît que l'administration du kolkhoz réussit à se procurer une quantité de matériaux nécessaires à son entretien, mais que ces matériaux furent en partie volés ou donnés à la population, le bétail se trouva dispersé dans les maisons du village ainsi que les instruments aratoires, les produits manufacturés distribués à des gens ne faisant pas partie du kolkhoz, etc. Les ensemencements, uniquement des kolkhoz, ont péri et ce qui a pu être récolté a été réparti parmi les villageois à parts égales. L'administration du kolkhoz « Guigant » qui avait négligé les intérêts de l'Etat et qui, de par sa faute, transforma un kolkhoz de grande envergure en organisation illégale de secours et d'approvisionnement, a été dispersée.

La *Daghestanskaïa Gazeta* annonce que dans le rayon de Derbent, les éléments antisoviétiques ont assassiné un correspondant du journal *Krasny Daghestan*, M. Kilassov, très connu dans le pays. Ledit Kilassov occupait en même temps le poste d'inspecteur du rayon de Derbent pour l'organisation et la consolidation des kolkhoz. Une enquête est ouverte.

L'état catastrophique des transports soviétiques a suscité une grande inquiétude chez le nouveau Commissaire aux voies et communications, M. Andreev. L'on signale, en effet, que ce dernier a donné l'ordre de porter une attention toute spéciale sur la question des transports. L'état des chemins de fer du Caucase du Nord laisse tout particulièrement à désirer. Le mouvement des trains de voyageurs en ce qui concerne l'horaire marque des irrégularités. L'horaire n'est exécuté que dans les proportions de 50 % à peine... Le secrétaire du Comité régional du Caucase du Nord, M. Larine, a déclaré qu'un semblable état des transports peut porter un coup formidable à l'économie nationale et au plan des transports pour la période d'automne et d'hiver.

L'un des journaux du Caucase du Nord annonce que lors de la séance du plenum du Soviet rural de Tchetchen-Aoul, la majorité des membres demandait à ce que prenne fin la lutte contre le koulak, attendu que, sans les paysans aisés, il sera difficile de vivre. Cette suggestion a servi de prétexte pour dissoudre ce soviet rural de « koulaks ».

D'autre part, on signale que des éléments antisoviétiques dans le village d'Ourous-Martan ont fait sauter deux tracteurs et une batteuse; ils ont également mis le feu à près de deux mille pouds de blé du kolkhoz.

*
**

La Sévéro-Kavkazskïa Gazeta publie une ordonnance du Comité exécutif régional concernant la politique antisoviétique appliquée dans trois importants kolkhoz : « Tchervonny Prapor », « Krasny kazak » et kolkhoz « Lénine ». Ces kolkhoz avaient résolu de ne livrer à l'Etat que les excédents de la récolte après la formation d'un fonds de réserve, sans prendre en considération le plan de stockage. Cette circonstance suffit pour accuser l'administration desdits kolkhoz de vouloir saboter la construction socialiste. En vertu de la résolution du « Kolkhozsoyouz » régional, confirmée par le Comité exécutif régional, l'administration desdits kolkhoz a été dissoute et les organes dirigeants ont été déferés en justice.

*
**

La Groznenskaïa Gazeta annonce que la direction du kolkhoz « Stary soyouz » du village de Goudermess en Tchetchnie a refusé d'exécuter en entier le plan de livraison du blé à l'Etat. Le fait que ledit kolkhoz s'est d'abord réservé sa part de blé jusqu'à la nouvelle récolte a été considéré comme une manœuvre antisoviétique dans le dessein de tromper l'Etat. La direction du kolkhoz a été dissoute et déférée en justice et un avertissement a été donné à la nouvelle direction du kolkhoz qu'au cas où de pareils actes se répèteraient, actes de tendance « koulaks et petits propriétaires », le kolkhoz dans son entier sera l'objet de représailles.

Ce même journal annonce que des communistes influents de Tchetchnie, les frères Eldarkhanov, ayant organisé un imposant noyau de mécontents ont protesté ouvertement contre le stockage des céréales; ils ont en même temps blâmé les opérations de collectivisation et la coopération soviétique considérée comme inutile. Les frères Eldarkhanov ont été exclus du parti sous l'accusation de trahir les intérêts du parti communiste et des masses indigentes.

UKRAINE

Délégation des Anciens Combattants ukrainiens aux obsèques de M. André Maginot

L'Union des Anciens Combattants ukrainiens en France a pris part aux obsèques de M. André Maginot, ministre de la Guerre, qui était en même temps Président de la Fédération Nationale des Mutilés, Victimes de la Guerre et des Anciens Combattants, à laquelle l'Union des Anciens Combattants ukrainiens est affiliée. Le général A. Udowiczenko, Président de l'Union, a pris place dans le cortège officiel, tandis qu'une délégation ayant à sa tête M. Kovalsky se rangeait avec le drapeau de l'Union, parmi les Anciens Combattants.

La veille des funérailles, le 9 janvier, le général A. Udowiczenko se présenta au ministère de la Guerre avec une couronne de fleurs munie de rubans jaunes et bleus et portant l'inscription : « A M. André Maginot, Président, l'Union des Anciens Combattants ukrainiens en France ».

La délégation a été introduite dans la chapelle ardente où la couronne a été déposée.

Représailles contre l'Académie des Sciences de l'Ukraine

On mande de Kiev qu'une série de sanctions ont été prises contre les historiens ukrainiens, accusés de propager dans leurs œuvres des idées anticomunistes, nationalistes et patriotiques. Plusieurs professeurs sont relevés de leurs fonctions et déportés au Nord de la Russie. Parmi ces derniers se trouve l'académicien Hrouchevsky, de l'Académie des Sciences; d'autre part, la section historique et plusieurs autres sections ont été supprimées. Cela s'appelle en bonne langue bolcheviste la « réforme » de l'Académie. Le budget de l'Académie ayant été diminué de 60 %, la publication de nombreux ouvrages scientifiques et périodiques sera suspendue.

GEORGIE

La Géorgie contre Staline

D'après les nouvelles reçues de Tiflis, le dernier Congrès du parti communiste géorgien a pris nettement position contre la politique officielle. Les orateurs qui l'ont combattue ont été l'objet de véritables ovations. Le nom de Staline n'a pas été prononcé, mais il était de toute évidence que les coups de l'opposition le visaient spécialement. Cette attitude a consterné Moscou, car le parti communiste géorgien était regardé jusqu'ici comme la « garde du corps » du dictateur et a provoqué des représailles. Le « Politbureau » a voté d'urgence des mesures répressives; il a destitué Mamulia, secrétaire général du parti; Okoudjava, président, et Soukhachvili, ancien président du gouvernement, l'un des leaders. Tous trois seront déférés à un tribunal spécial.

Les communistes à Vienne

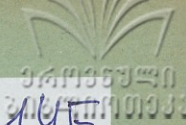
L'identité de Schulmann, qui tua le communiste Zimmelman, coupable, à ses yeux, de trahison, a pu être établie, de son propre aveu, succédant aux dénégations précédentes. Elle fut, comme nous l'avons dit, découverte par Agabekoff qui reconnut en lui l'ancien directeur du Laboratoire des passe-ports du Guépéou. On sait maintenant que Schulmann, qui se prétendait citoyen serbe, a été chef du Guépéou de Tiflis, lors de la répression du soulèvement du fameux prince Tcholokachvili, mort en France il y a un an, et qu'il y avait fait preuve d'une cruauté extraordinaire. On rappelle, dans les milieux géorgiens, que Schulmann se plaisait à exécuter lui-même ses victimes dans les caves du fameux castel de Mzkhét, ancienne résidence des rois géorgiens. Au cours d'une de ces exécutions, le jeune prince Andronnikoff réussit, avant d'être abattu, à le frapper avec un clou qu'il tenait caché dans sa main. L'intrépide patriote fut littéralement écharpé à la même minute par la garde, et Schulmann, assez grièvement blessé, fut soigné par les meilleurs médecins. A peine rétabli, il demandait son transfert à Moscou, par crainte d'une vengeance des Géorgiens. En dernier lieu, il avait été choisi pour résident du Guépéou à Vienne où, on le sait, sa tentative d'y perpétrer les mœurs soviétiques a abouti à son arrestation (*Ofinor*).

Conférences de M. Ch. Beridzé

Les conférences de M. Ch. Beridzé sur la *Géorgie historique et littéraire* s'annoncent comme devant avoir un gros succès. Elles se tiendront dans la salle du Musée Social, 5, rue Las-Cases, les derniers samedis de chaque mois.

Le Gérant : P. GIRAULT

Saint-Cloud. — Imp. GIRAULT, 3, place de l'Eglise



E511E
1932